

Surfer sur la mer de l'information Ou comment garder le cap sans se noyer

Sylvie Jochems, Université du Québec à Montréal

Katherine Macnaughton-Osler, CDÉACF

Marie-Claude Laberge, Université du Québec à Montréal

Juin 2007

Surfer sur la mer de l'information

Ou comment garder le cap sans se noyer

**Les pratiques informationnelles des groupes de femmes dans la société de l'information :
rapport de recherche-action sur les besoins et les pratiques des membres du CDÉACF**

Auteures :

Sylvie Jochems, Université du Québec à Montréal

Katherine Macnaughton-Osler, CDÉACF

Marie-Claude Laberge, Université du Québec à Montréal

Publié par :

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 101

Montréal (Québec)

H2Y 1E6

Tél. : 514-876-1180

Télec. : 514-876-1325

Courriel : info@cdeacf.ca

Montréal, juin 2007

ISBN : 978-2-922995-23-7 (version imprimée)

ISBN : 978-2-922995-24-4 (version électronique)

Dépôt légal – Bibliothèque et archives Canada, 2007

Dépôt légal – Bibliothèque et archives nationales Québec, 2007

Disponible sur Internet : http://bv.cdeacf.ca/CF_PDF/101975.pdf

La reproduction du présent document, en tout ou en partie, est autorisée à la condition d'en mentionner la source et de ne pas l'utiliser à des fins commerciales.

Coordination du projet	Katherine Macnaughton-Osler, agente de développement femmes, TIC, information et documentation au Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)
Chercheure principale	Sylvie Jochems, professeure à l'École de travail social (UQAM) et membre de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
Adjointe de recherche	Marie-Claude Laberge, contractuelle et étudiante de 2 ^e cycle à l'École de travail social (UQAM) et membre de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF)

Comité consultatif

Carole Dodier,	Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit et Présidente du CDÉACF
Monika Dunn / Francine Mailloux,	Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)
Caroline Farly,	Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ)
Lise Gervais,	Relais-femmes
Julie Leclair,	CDÉACF
Charlotte Thibault,	« Groupe des 13 » (table des regroupements féministes nationaux)

REMERCIEMENTS

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) et l'Université du Québec à Montréal (UQAM) tiennent à remercier chaleureusement les groupes de femmes qui ont contribué à la réalisation de la recherche-action ainsi que les participantes ayant accordé de leur temps afin de répondre au questionnaire et de participer aux groupes de discussion.

Nous tenons à souligner l'apport précieux des membres du comité consultatif de la recherche-action pour la richesse de leurs réflexions, la pertinence de leurs suggestions et leur engagement soutenu tout au long du projet. De plus, le comité consultatif a contribué à la réalisation de cette recherche-action en encourageant les organismes membres de leurs regroupements à répondre au questionnaire et à participer aux groupes de discussion. Nous leur en sommes bien reconnaissantes :

- Carole Dodier, Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit
- Monika Dunn et Francine Mailloux, Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)
- Caroline Farly, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ)
- Lise Gervais, Relais-femmes
- Julie Leclair, CDÉACF
- Charlotte Thibault, Groupe des 13

Merci également à mesdames Sophie Ambrosi (CDÉACF), Josée Beaulac et Micheline Gravel (étudiantes à l'École de travail social de l'UQAM), respectivement adjointe de recherche et assistantes de recherche pour le projet.

Nos remerciements chaleureux à mesdames Lorraine Archambault, agente de recherche et de planification à l'IREF, pour la gestion des finances de la recherche-action et Céline O'Dowd, secrétaire de direction et assistante au programme à l'IREF, pour le soutien logistique et technique.

Enfin, nous souhaitons remercier pour leur soutien financier la Faculté des sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (Programme d'aide financière à la recherche, Projets ciblés – Démarrage ou transition en cours de carrière), le Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC, volet 3) de l'UQAM, le Protocole UQAM/Relais-femmes du Service aux collectivités de l'UQAM et la direction du Service aux collectivités sans lesquels ce projet n'aurait pas eu le succès qu'il a connu.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
SECTION 1 : UN BESOIN, UNE DEMANDE, UN PROJET	5
1.1 UN BESOIN	5
1.2 UNE DEMANDE.....	6
1.3 UN PROJET	7
1.4 CONDITIONS LOGISTIQUES ET FINANCIÈRES DE LA RECHERCHE	11
SECTION 2 : LA RECHERCHE	13
2.1 PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE	13
2.2 MÉTHODOLOGIE ET CUEILLETTE DE DONNÉES	18
2.3 ANALYSE DES RÉSULTATS	20
2.3.1 <i>Résultats du questionnaire</i>	20
2.3.2 <i>Résultats des groupes de discussion : thème 1 « La surabondance de l'information »</i>	24
2.3.3 <i>Résultats des groupes de discussion : thème 2 « La société de l'information »</i>	32
2.4 UNE ANALYSE INTERPRÉTATIVE	45
SECTION 3 : L'ACTION	51
3.1 PLANIFIER.....	51
3.2 S' ALLIER.....	53
3.3 COMMUNIQUER	54
CONCLUSION	57
UN PROCESSUS QUI CONDUIT À DES FIERTÉS	57
DES RÉPONSES À DES QUESTIONS	58
GARDER LE CAP	59
BIBLIOGRAPHIE.....	61
ANNEXE 1 : PETITE HISTOIRE DES PROJETS EN CONDITION FEMININE AU CDÉACF	65

INTRODUCTION

Le droit à l'information est un droit humain qui doit mener au droit d'accéder à l'information, de la produire et de la diffuser :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. » (Article 19, *Déclaration universelle des droits de l'homme*).

Ce principe vaut encore plus pour les femmes, car à l'échelle du monde, celles-ci sont plus souvent analphabètes, pauvres et peu scolarisées en comparaison avec les hommes. Ces inégalités occasionnent des désavantages spécifiques pour les femmes en termes de leur accès à l'information, leur capacité à produire et à diffuser leurs propres informations et à participer aux processus d'élaboration des politiques en matière de l'information et de la communication, y compris les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Au cours des 10 dernières années, les projets en matière de condition féminine réalisés au CDÉACF ont été axés sur les TIC : le développement du réseau électronique NetFemmes, par le biais de listes de discussion et d'un site Web ; le soutien aux groupes de femmes pour favoriser l'accès aux équipements informatiques ; la formation pour outiller les groupes dans leur appropriation des TIC ; l'hébergement de sites Web ; la mise en ligne de répertoires ; le développement de formations en ligne, la numérisation de la documentation féministe produite par les groupes, et plus encore (voir Annexe 1 pour prendre connaissance de l'histoire de NetFemmes et des projets en condition féminine au CDÉACF).

Projets Internet au féminin, diapositive #10 extraite de la communication présentée à Québec, novembre 2006.

Des projets «Internet au féminin» au CDÉACF ?

Exemples d'initiatives ...

- 1995 Beijing
- 1998 Site *NetFemmes*
- 1999 Volnet
- 2000 Beijing + 5 et alliance avec WomenAction
- 2001 *Fadafem*
- 2002 Femmes et PoliTIC
- 2003 *Collection F* (Bibliothèque Virtuelle)
- 2005 Projet de recherche-action *Besoins et pratiques informationnelles des groupes de femmes membres du CDÉACF*



Sylvie Jochems, UQAM, IREF et NetFemmes
Québec, le 9 novembre 2006

10

À présent que les TIC sont bien ancrées dans les pratiques, il est légitime de se demander quelles sont les pratiques informationnelles des groupes de femmes ainsi que leurs besoins actuels.

Les membres ont donc décidé d'effectuer une recherche afin de connaître l'état de la situation et les besoins des groupes de femmes en matière d'information, de documentation et des TIC. Dès le départ, les groupes de femmes étaient considérés comme étant non seulement des utilisateurs de l'information, mais aussi des producteurs d'information. Nous cherchions à connaître les pratiques informationnelles des groupes de femmes, les formes et le sens que leur donnaient les groupes de femmes. De plus, nous souhaitions identifier les défis et les besoins de ces groupes, ainsi que leurs pistes de solutions pour y répondre.

À l'été 2005, les bases d'un partenariat entre le CDÉACF et une professeure de l'UQAM ont été jetées. Un comité consultatif a été formé peu de temps après, ayant pour but de participer à la définition des orientations du projet, au recrutement des participantes, à la validation des instruments de recherche, à l'analyse collective et à la diffusion des résultats. Son rôle était de suivre l'évolution du projet, d'alimenter la professeure et la coordonnatrice au CDÉACF et de donner des conseils sur la réalisation des différentes étapes du projet. En plus des trois auteures de ce rapport, le comité consultatif était constitué de déléguées de cinq organisations féministes membres ou alliées : la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ), la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN), Relais-femmes, le Groupe des 13, et Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit. La responsable du développement des collections du CDÉACF s'est jointe au comité, à titre de bibliothécaire professionnelle.

Le comité consultatif, en concertation avec la direction du CDÉACF, a défini le but de la recherche-action de la façon suivante :

« Développer un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation qui favorise un espace permanent d'expression pour répondre aux besoins des groupes de femmes (principalement, mais pas exclusivement, les membres du CDÉACF). »

L'un des résultats attendus de la démarche : un rapport de recherche, avec des pistes d'action vers le modèle de service et d'intervention qui répondrait aux besoins identifiés.

Ce rapport présente donc les origines et objectifs de cette recherche-action, le volet recherche – la problématique, la méthodologie et les résultats quantitatifs et qualitatifs et le volet action qui en découle.

SECTION 1 : UN BESOIN, UNE DEMANDE, UN PROJET

1.1 Un besoin

Créé en 1983, le CDÉACF poursuit la mission suivante :

Dans une perspective de démocratisation des connaissances, de reconnaissance du droit à l'information et de valorisation du patrimoine communautaire québécois, le CDÉACF est un carrefour d'échanges et un espace d'expression qui a pour fonction de collecter, diffuser, promouvoir et rendre accessibles, en français, les savoirs et savoir-faire des différents milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition féminine du Québec et des communautés francophones du Canada.

Le CDÉACF compte présentement 307 membres, dont 239 membres corporatifs comprenant 64 organisations de femmes. Les membres sont répartis dans les dix-sept régions administratives du Québec, ainsi qu'en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Les groupes membres sont principalement des organismes sans but lucratif, mais aussi des organismes publics ou parapublics. Le CDÉACF acquiert, traite et rend disponibles plus de 3000 nouveaux documents par année. Les collections contiennent environ 100 000 unités documentaires, dont des documents physiques (livres, périodiques, rapports de recherche, etc.) et des documents électroniques en texte intégral. Il dispose de cinq sites Web qui donnent accès à des ressources documentaires dans ses différents champs d'action. De plus, le CDÉACF offre aux organismes membres des sessions de formation sur l'utilisation des TIC. Il héberge les sites Web de plusieurs organismes membres et leur offre des conseils et l'accès à des ressources Internet. En 2006-2007, le CDÉACF a rejoint 14 244 individus et 365 organismes grâce à ses différents services. Les cinq sites Web du Centre ont été visités 2 000 000 fois au cours de la même période.

Ce projet de recherche-action est issu des processus de planification stratégique (2001-2004 et 2004-2008) du CDÉACF qui ont permis de mettre en lumière la nécessité de développer un modèle de services pour les groupes de femmes. En effet, les différents services et outils mis à la disposition des groupes de femmes par le CDÉACF et autres organismes ne semblent pas assez bien connus. De plus, les groupes produisent et diffusent leur propre documentation, souvent avec peu de ressources et d'appui pour ce faire. Voilà quelques-unes des préoccupations ayant été exprimées et menant au développement de ce projet.

Les groupes de femmes disaient avoir besoin d'outils en matière d'information et de documentation pour les soutenir dans leurs efforts continus pour améliorer les conditions de vie des femmes et pour défendre les droits des femmes. Les groupes semblaient vivre une surabondance de l'information, tout en ayant besoin plus que jamais de l'information pertinente, entre autres :

- ☞ la connaissance des différentes lois pertinentes à leur champ d'action ;
- ☞ les informations gouvernementales qui les concernent ou qui concernent les femmes en général ;
- ☞ les sources possibles de financement ;
- ☞ les résultats d'études pertinentes ;
- ☞ les sources de soutien technique et de formation en lien avec l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans leurs pratiques quotidiennes ;
- ☞ les modalités et les lois régissant la publication en ligne ;
- ☞ etc.

1.2 Une demande

À l'issue d'une démarche de planification stratégique au cours de l'année 2003-2004, les membres, le conseil d'administration et l'équipe de travail du CDÉACF se sont donné des orientations stratégiques pour 2004-2008, réunies en ces trois cibles :

1. Dans le contexte de la multiplication des sources d'information et de la surinformation, offrir une information et une documentation pertinente dans les champs de l'alpha, de l'éducation des adultes et de la condition féminine ;
2. Dans la perspective de développement d'une concertation francophone, dans les milieux d'alphabetisation, condition féminine et éducation des adultes, connaître les besoins de nos membres en tant qu'organismes producteurs et demandeurs d'information et de documentation ;
3. En considérant le développement de diverses politiques (la politique du livre, la politique en éducation des adultes et la politique en action communautaire autonome), l'appui gouvernemental aux stratégies d'innovation ainsi que les changements gouvernementaux,

faire reconnaître la nécessité du CDÉACF en tant que Centre de documentation et d'information unique (communautaire) afin d'assurer un financement stable et récurrent.

Dans le cadre de la deuxième cible, les objectifs suivants ont été adoptés :

- ☞ Développer avec l'éducation des adultes, la condition féminine et en alpha des outils (initiatives, services, activités, expression de la demande, etc.) concernant les besoins en documentation, en gestion de l'information et en TIC ; et
- ☞ Développer une relation dynamique avec nos membres.

Compte tenu de ces deux objectifs, les membres ont décidé d'évaluer les besoins des groupes de femmes membres en matière d'information et de documentation, dans le but de développer un modèle d'information en condition féminine qui favorise un espace d'expression des besoins.

1.3 Un projet

Actrices

À l'été 2005, un partenariat s'est concrétisé entre le CDÉACF et Sylvie Jochems, professeure à l'UQAM, suivi de la mise sur pied du comité consultatif du projet, composé de neuf personnes.

Du côté des déléguées communautaires, Katherine Macnaughton-Osler et Julie Leclair, représentent toutes deux le CDÉACF, la première à titre de coordonnatrice du projet et la seconde à titre de bibliothécaire. Cinq partenaires représentent les groupes de femmes membres du CDÉACF soit, Caroline Farly de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, Monika Dunn (remplacée de l'été 2006 à l'hiver 2007 par Francine Mailloux) de la Fédération du Québec pour le planning des naissances, Lise Gervais de Relais-femmes, Carole Dodier de Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit et Charlotte Thibault du Groupe des 13. Lors du démarrage du projet, Sophie Ambrosi, contractuelle au CDÉACF, a collaboré en tant qu'adjointe de recherche.

Du côté des partenaires universitaires, y participent Sylvie Jochems, professeure à l'École de travail social (UQAM) et Marie-Claude Laberge, étudiante à la maîtrise à l'École de travail social, UQAM, à titre d'adjointe de recherche. Irène Demczuk, agente de développement au Service aux collectivités (Protocole UQAM/Relais-femmes) a été une personne-ressource pour le

projet. Les étudiantes de baccalauréat en travail social, Josée Beulac et Micheline Gravel ont contribué au projet à titre d'assistantes de recherche. Le diagramme ci-dessous illustre les liens entre l'ensemble des actrices du projet.



But et objectifs

Le but de ce projet est de développer un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation qui favorise un espace permanent d'expression pour répondre aux besoins des groupes de femmes (principalement, mais pas exclusivement, les membres du CDÉACF). Les objectifs de cette recherche-action sont les suivants :

1. **Connaître les besoins des groupes de femmes en matière d'information et de documentation**, aussi bien en tant qu'utilisatrices de l'information et de la documentation, qu'à titre de productrices d'information et de documentation ;

2. **Concevoir collectivement un modèle d'intervention** répondant aux besoins identifiés, afin d'augmenter l'efficacité des pratiques des groupes de femmes en matière d'information et de documentation dans leur travail d'amélioration de la condition des femmes, de contribution au processus d'élaboration des politiques gouvernementales et de défense des droits des femmes, notamment : définir le rôle du CDÉACF auprès des groupes de femmes, en tant que centre de documentation communautaire oeuvrant dans le champ de la condition féminine au Québec et au Canada francophone ;

3. **Expérimenter ce modèle d'intervention en tant que projet-pilote** : l'évaluer et l'ajuster au besoin ;

4. **Mettre en œuvre le modèle d'intervention** : entre autres, promouvoir le nouveau rôle du CDÉACF auprès des groupes de femmes.

Réalisations

Au moment de la première rencontre du comité consultatif du projet, en août 2005, les membres se sont donné un plan d'action sur trois ans (de 2005 à 2008), de façon à respecter des processus d'échange et d'implication des membres, tout au long du projet et de l'implantation de ses résultats. Le projet est ambitieux et pour bien le réaliser, et avec le souci de le réaliser collectivement, le temps nécessaire doit y être consacré.

2005-2006

Après la concrétisation du partenariat et la formation du comité consultatif, l'automne 2005 a principalement été consacré à la recherche de financement du projet de recherche. Quatre demandes de financement ont été déposées à l'UQAM, dont trois qui ont été accordées. Les sources internes (à l'UQAM) étant épuisées, l'équipe de recherche a commencé alors à réfléchir à des sources externes.

À l'hiver 2006, le questionnaire a été élaboré et discuté avec le comité consultatif, qui l'a testé et y a apporté des améliorations. Des certificats éthiques pour les volets quantitatif (questionnaire) et qualitatif (groupes de discussion) ont été accordés par le comité éthique de l'UQAM, suite à l'intégration de certaines modifications. En mars 2006, le questionnaire a été envoyé par la poste,

puis par courriel aux 61 groupes de femmes alors membres du CDÉACF. Une relance téléphonique a été effectuée la semaine suivante.

2006-2007

- ☞ Saisie de données des 20 questionnaires reçus a été effectuée avec l'aide d'une assistante de recherche
- ☞ Demande de subvention PAFARC soumise et acceptée
- ☞ Réalisation de quatre groupes de discussion aux mois de mai et juin 2006, avec des groupes de femmes membres du CDÉACF
- ☞ Transcription des verbatim des groupes de discussion
- ☞ Analyse des données quantitatives et qualitatives
- ☞ Préparation d'un document de présentation et d'analyse préliminaire des résultats en vue d'une rencontre du comité consultatif.

Une première analyse collective a été effectuée par le comité consultatif, et a conduit à des discussions sur le plan d'action. Trois pistes d'action ont émergé de cette rencontre :

- ☞ #1 - Consolidation, amélioration, promotion et appropriation des services existants du CDÉACF en condition féminine auprès de / par les groupes de femmes membres et non membres du CDÉACF ;
- ☞ #2 - Développement d'outils en soutien aux groupes de femmes, dans leurs pratiques en matière de gestion de l'information et de la documentation ;
- ☞ #3 - Mise en place de lieux d'échanges et d'analyse.

Des discussions se sont tenues au sein du comité consultatif et du conseil d'administration du CDÉACF en octobre 2006, afin de valider une proposition de plan d'action général, suite à quoi, une version finale a été modifiée puis adoptée après discussion avec le conseil d'administration du CDÉACF.

1.4 Conditions logistiques et financières de la recherche

Conditions logistiques

Grâce au partenariat CDÉACF-UQAM, un nombre imposant d'heures a été consacré à la coordination de ce projet (CDÉACF) et à la validation de sa qualité scientifique (UQAM). Le soutien logistique offert par l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) a permis à Marie-Claude Laberge, adjointe de recherche, de bénéficier d'un local de recherche dans les bureaux de l'IREF.

Revenus

Le CDÉACF, à titre d'organisme partenaire à la recherche, a accordé un petit financement pour le démarrage de cette recherche, ce qui a permis d'embaucher une adjointe de recherche au cours de l'été 2005 afin de réaliser une recherche bibliographique sur le sujet et à cerner la problématique. Dans le cadre de ce projet, le CDÉACF a contribué également en défrayant certains frais de déplacement et de séjour liés au projet.

Plusieurs subventions ont été obtenues à l'UQAM, pour un total de 16 448 \$:

- ☞ Comité conjoint du Protocole UQAM / Relais-femmes (Automne 2005) : 1500 \$
- ☞ Faculté des sciences humaines de l'UQAM, Programme d'aide financière à la recherche, Projets ciblés – Démarrage ou transition en cours de carrière (Automne 2005) : 5000 \$
- ☞ Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC, volet 3), Recherche dans le cadre des services aux collectivités, Volet 2 (Printemps 2006) : 6000 \$
- ☞ Services aux collectivités (Printemps 2006) : 1500 \$
- ☞ Programme Études-travail, Division de l'aide financière, Services à la vie étudiante (Été 2006) : 1205 \$
- ☞ Programme Études-travail, Division de l'aide financière, Services à la vie étudiante (Automne 2006 – hiver 2007) : 1243 \$

SECTION 2 : LA RECHERCHE

2.1 Problématique de recherche

Par Sylvie Jochems

Contexte

Le développement des technologies de l'information et de la communication révèle selon de nombreux auteurs rien de moins qu'une nouvelle ère historique. La sociologie des mouvements sociaux (Neveu, 1990) suggère qu'elle soit une nouvelle conjoncture mondiale dite « société en réseaux à l'ère informationnelle » (Bell, 1973 ; Castells, 1998 ; Boltanski et Chiapello, 1999 ; Mattelart, 2001 ; Tourraine, 1978) :

Cette structure sociale nouvelle est associée à l'apparition d'un nouveau mode de développement, l'informationalisme, historiquement modelé par la restructuration du mode de production capitaliste vers la fin du XXe siècle [...] Dans le nouveau mode informationnel de développement, c'est la technologie de la production du savoir, du traitement de l'information et de la communication des symboles qui engendre la productivité. (Castells, 1998:35,38).

Or, à l'échelle mondiale, « de nouveaux clivages font leur apparition entre non plus les riches et les pauvres, mais entre ceux qui détiennent l'information et le savoir et ceux et celles qui ne les possèdent pas » (Bouchard, 2001:256). À cet égard, le Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO) mène des veilles statistiques sur l'accès et les usages des TIC par la population québécoise appelées NetTendances. Et selon le CEFRIO, les veilles ont « mis en lumière les écarts toujours importants qui subsistent entre les diverses strates démographiques de la société québécoise. Les femmes, les plus âgés, les moins instruits et les moins nantis sont encore relativement moins nombreux à emprunter l'inforoute. » (CEFRIO, 2004:45).

Le problème

Dans ce contexte, le problème social qui nous préoccupe est l'exclusion sociale liée aux enjeux sociaux et citoyens de l'accès et de l'appropriation de l'information et de la communication (Wolton, 2002 ; Proulx 2002 ; Bouchard, 2001 ; Millerand, 1999a). Si, comme le dit Petrella (1996), « la citoyenneté est un concept qui détermine et fixe l'appartenance d'un être humain à une société donnée », la citoyenneté politique permet de rendre compte de l'importance accordée aux droits nécessaires à la participation citoyenne, à l'exercice du pouvoir, dans l'espace public

comme en sous-systèmes sociaux i.e. dans les groupes communautaires et de femmes. Or, ce qui est en jeu, c'est justement le caractère démocratique de ces pratiques citoyennes à l'ère informationnelle et le risque de contribuer à une fracture politique en fonction des conditions d'accès, d'usage et d'appropriation de l'information et de la communication.

Il n'est donc pas surprenant que les organisations communautaires réunies lors du Forum social mondial de novembre 2005 réitèrent et déclarent que « la communication est un droit humain fondamental » afin d'alerter les acteurs sociaux de l'existence réelle d'une fracture informationnelle, notamment numérique, qui alimente à grande vitesse cette nouvelle expression de l'exclusion sociale. Face à cette problématique, le CDÉACF est l'un des rares organismes communautaires québécois à se préoccuper de l'impact de la dite société de l'information sur les droits des femmes et des groupes de femmes.

Le CDÉACF rassemble 64 groupes de femmes parmi ses 307 membres, dont à peu près un tiers chacun de groupes locaux, de groupes régionaux et de regroupements nationaux, et deux membres pan-canadiens. Depuis quelques années, ces groupes affirment vivre de nouveaux défis de plus en plus contraignants aux plans de la gestion, de la production ou de la diffusion de l'information. Les femmes se sentent de plus en plus dépassées par la surabondance d'informations et la multiplication des canaux informationnels. Les groupes de femmes manquent de formation et de ressources pour initier des veilles informationnelles et mettre en œuvre des plans de communication. Il est à noter que les groupes de femmes produisent et diffusent leurs propres documents souvent avec très peu de moyens matériels, logistiques et financiers alors qu'il existe des ressources qui pourraient les appuyer dans leurs démarches de communication.

Mais au-delà des symptômes de la surabondance de l'information et de la promotion des ressources existantes, ce qui frappe est le peu de temps accordé à l'auto-évaluation des pratiques informationnelles par les groupes de femmes. À l'ère numérique de la performance communicationnelle, les contraintes et les besoins en matière d'information, de documentation et de communication sont rarement exprimés par ces groupes. Les enjeux sociaux liés à l'émergence d'une nouvelle conjoncture dite « Société du savoir » sont très rarement connus et discutés au sein des groupes de femmes du Québec. Pourtant, ces groupes communautaires affirment être confrontés quotidiennement à de nouvelles contraintes faisant obstacle à la réalisation de leur mission sociale. Il s'agit notamment de la gestion de la surabondance de l'information ainsi que

les problèmes d'accès (besoins techniques, financiers et en formation) aux TIC. L'information est au cœur même de la vitalité des groupes de femmes et communautaires. La réalisation de leur mission sociale en dépend : la connaissance des lois liées à leurs champs d'action, l'accès à l'information gouvernementale, l'appropriation de résultats de recherches pertinentes à leur cause et à leurs pratiques, la communication en réseau avec d'autres organisations. Quelle analyse font les groupes de femmes des problèmes liés à l'information et la communication vécus dans leurs organisations ?

Or, il importe que le mouvement des femmes s'interroge davantage sur les questions d'accès et d'appropriation de l'information et de la communication au plan de sa vie associative et du rayonnement de ses savoirs dans la société : sommes-nous, nous-mêmes, en train de reproduire des infos-riches et des infos-pauvres dans nos groupes ? La question est importante à poser. Voilà pourquoi le CDÉACF souhaitait mener une large enquête auprès des groupes de femmes qui permettrait non seulement d'identifier les pratiques en vigueur mais également de dégager des pistes permettant d'éviter que ne se développe un mouvement féministe à deux vitesses porteur d'exclusion envers les groupes et les individus qui n'ont ni l'accès ni l'usage des TIC et par là, sont exclus d'une économie axée sur le savoir informationnel.

Cette recherche-action est novatrice, car trop peu d'études récentes portent sur cette question au Québec et ce, auprès des groupes de femmes (Millerand, 1999 ; Regan Shade, 1996 ; Pollock et Sutton, 1997 ; CSF, 1996 ; Duque, 1998 ; Lelièvre, 1998). Elle est essentielle, car au-delà de l'accès et de l'appropriation des TIC, se dessine un enjeu fondamental à savoir la démocratisation des savoirs à l'ère de la société de l'information.

Revue de littérature

Une brève revue de la littérature nous amène à constater que ce champ de recherche est davantage investi par la sociologie de la communication, des mouvements sociaux, des organisations et surtout par la discipline de la communication elle-même. En travail social, ces questions sont tout à fait nouvelles et innovantes au Québec. Notons que la contribution du travail social est de développer non seulement des connaissances sur la méthodologie de l'intervention sociale, collective dans ce cas-ci, mais aussi de porter une attention particulière au rôle d'agentE de changement des acteurs sociaux qui la développent, ici en l'occurrence les groupes de femmes

du Québec. Il va sans dire que sous cet angle particulier, les données à recueillir seront originales alors qu'aucune recherche scientifique n'a abordé ces questions auprès des groupes de femmes du Québec jusqu'à présent. Même si l'objet de notre recherche déborde du cadre de l'utilisation des TIC, nous devons souligner qu'il existe quelques enquêtes empiriques s'intéressant à l'accès et à l'appropriation des TIC par les groupes communautaires (Communautique, 2001 ; Pelletier et al., 1997), les groupes de femmes au Québec (Lelièvre, 1998) et au Canada (Regan Shade, 1996 ; Pollock et Sutton, 2003). Toutefois, les résultats de ces quelques enquêtes sont aujourd'hui périmés étant donné l'évolution de la situation. Or, ceci indique que les premières initiatives de recherche en partenariat avec les groupes communautaires et de femmes se sont concentrées sur la description et les enjeux des pratiques sociales médiatisées par les TIC sans l'élargir au rôle de l'information et des pratiques non médiatisées par les TIC. Ce qui confirme la pertinence de notre objet de recherche, qui cible les pratiques informationnelles des groupes de femmes francophones, médiatisées ou non par les TIC.

Premièrement, les organismes Communautique, La Puce Communautaire et l'Institut canadien pour l'éducation des adultes ont par ailleurs enquêté sur l'accès et l'appropriation des TIC par les groupes communautaires au Québec (Communautique, 2001 ; Pelletier, 1997). Toutefois, bien que 13% des répondants soient des groupes de femmes (Communautique, 2001), l'analyse de la plus récente enquête n'avait pas d'objectif particulier à leur égard.

Deuxièmement, nous faisons ici les mêmes constats que ceux de Florence Millerand dans sa bibliographie critique annotée commandée par Relais-Femmes en 1998 :

- 1) l'utilisation des TIC par les femmes et les groupes de femmes est croissante – si l'on en croit les statistiques et le nombre d'initiatives visant à en favoriser le développement ;
- 2) la littérature sur les TIC et les femmes se caractérise par une prédominance des recherches d'ordre théorique au détriment des études empiriques (c'est-à-dire des études de terrain) auprès des femmes et des groupes de femmes (...) Ce déséquilibre se traduit par une faible quantité de données empiriques sur l'accès, la nature des usages, les opinions ou les représentations des femmes vis-à-vis des technologies, bref, sur la nature des besoins réels des femmes et des groupes de femmes en matière des TIC.

Troisièmement, les groupes de femmes francophones ont peu été sondés à travers le Canada. Pollock et Sutton (2003) ont d'ailleurs constaté et expliqué leur faible participation aux recherches précédentes par les barrières de la langue et de la prédominance de contenus Web d'intérêt de langue anglaise.

Objet de recherche

Notre objet de recherche cible les pratiques informationnelles. Elles sont ces pratiques sociales collectives menées par des acteurs sociaux, ici en l'occurrence des groupes de femmes au Québec, dont l'orientation méthodologique de leur action s'appuie sur la production, la gestion, le traitement et la diffusion de l'information afin de défendre, développer et actualiser leurs droits sociaux, dont celui de la communication, à l'ère informationnelle. Cela dit, les pratiques informationnelles ne se restreignent pas aux pratiques sociales médiatisées par les TIC.

Le cadre conceptuel de notre objet de recherche s'articule à partir du sens et des formes que ces acteurs sociaux prêtent aux pratiques informationnelles. Précisons qu'il s'appuie sur la sociologie des mouvements sociaux où l'on se questionne à l'égard de l'impact du changement paradigmatique sur les méthodes de mobilisations sociales d'après les années 1990. Aussi, tel que l'avance Danièle Kergoat, les actrices sociales mettraient davantage en exergue une dimension éthique, une réflexion portée sur la cohérence des objectifs sociaux généraux et les modalités d'action (Lamoureux, 2003), où « forme et sens [des pratiques sont] en constante interactivité. L'observation [d'ailleurs de certaines] pratiques de lutte [en mode coordination] démontre que le sens est révélé par l'action collective dans le même temps qu'il se crée dans l'action collective » (Kergoat et al., 1992:153).

Ce projet de recherche visait d'une part à explorer et à analyser les pratiques informationnelles des groupes de femmes au Québec et au Canada francophone de même que les défis, contraintes et contradictions perçus et, d'autre part, à identifier les besoins et les pistes d'action à mettre en œuvre pour assurer une démocratisation des savoirs dans le mouvement des femmes à l'ère de la société de l'information.

Questions

Nous cherchions donc à savoir quelles sont les pratiques informationnelles des groupes de femmes en relation avec leurs membres, leur réseau d'alliances stratégiques-tactiques et le public ? Quelles sont les orientations (sens) de ces pratiques et les motivations sous-tendues par les groupes de femmes ? Comment évaluent-ils la cohérence entre le sens de leurs pratiques informationnelles et les formes que ces pratiques revêtent ? Quels sont les défis, contraintes et contradictions qu'ils identifient eux-mêmes à travers leurs pratiques informationnelles ? Et enfin, quels sont les besoins et les solutions identifiées qui permettraient de surmonter ces défis ?

2.2 Méthodologie et cueillette de données

L'orientation méthodologique privilégiée est la recherche-action afin de favoriser non seulement le pouvoir d'agir des acteurs sociaux, mais surtout l'espace réflexif sur leurs pratiques sociales. Nous avons utilisé deux instruments de cueillette de données : un questionnaire et un guide d'entrevue pour les groupes de discussion. La collecte de données qualitatives a été le moment fort de cette recherche car elle avait pour fonction de rendre compte de l'analyse critique des acteurs sociaux eux-mêmes. Dans un premier temps, un questionnaire a été distribué aux 61 groupes de femmes membres du CDÉACF au Québec et au Canada francophone. Composé de questions fermées, l'instrument a été distribué par la poste et devait être rempli par l'équipe de travail afin de favoriser les échanges. Les questions visaient à identifier :

- a) les pratiques informationnelle des groupes de femmes (production de l'information, diffusion, gestion et appropriation) en relation avec leurs membres, leur réseau d'alliances stratégiques et dans l'espace public ;
- b) les formes de ces pratiques (accès et usage des TIC, Internet, intranet, documents imprimés, etc.) ;
- c) les motivations induisant le choix de ces pratiques ;
- d) les obstacles et contraintes ; et
- e) les besoins en matière d'information, de documentation et de communication.

L'analyse des données recueillies a permis de tracer un portrait des pratiques informationnelles des groupes de femmes et de cerner à grands traits des obstacles et des besoins.

Dans un deuxième temps, cette analyse quantitative a été complétée par une analyse qualitative réalisée à l'aide de groupes de discussion. À partir de l'identification des profils-type en matière de pratiques informationnelles émanant de l'analyse des questionnaires, nous avons organisé, dans un deuxième temps, quatre groupes de discussion. Chaque groupe de discussion a été composé d'une moyenne de cinq femmes qui oeuvrent au sein d'un même organisme soit à titre de salariées, militantes, membres du conseil d'administration ou d'usagères. Ainsi, chacun des groupes de discussion correspond au réseau d'un seul groupe de femmes afin d'éviter le biais de la représentativité non évidente de ces informateurs des milieux communautaires (Ouellet et Mayer, 2000:264).

Toutes les entrevues ont été retranscrites et ont fait l'objet d'une analyse de contenu qualitative, comprenant les étapes suivantes : 1. *l'analyse verticale (contenu d'une entrevue)* : a) repérage et codage des thèmes (prévus dans le guide d'entrevue et émergents), b) analyse de contenu visant à dégager les éléments organisateurs du discours (noyau central et schèmes périphériques, regroupements en catégories, élaboration d'hypothèses interprétatives) (Laperrière 1998, Strauss 1987). 2. *l'analyse transversale (comparaison des entrevues)* : a) comparaison des contenus des discours des participantes des divers groupes selon les variables indépendantes pertinentes (identification des pratiques, des défis, des contraintes et contradictions, hypothèses de résolution du problème par ces actrices sociales) ; b) élaboration et vérification des hypothèses qui émergeront au fur et à mesure des analyses, notamment par la recherche de cas négatifs ; c) travail sur les catégories créées en minimisant puis en maximisant les différences entre sous-groupes. Les résultats des analyses quantitatives et qualitatives ont été par la suite soumis à une interprétation collective par les membres du comité consultatif, et ce dans le but de dégager des pistes d'actions comme première étape vers la création au CDÉACF d'un modèle de service et d'intervention permettant d'accroître l'efficacité et le rayonnement des pratiques des groupes de femmes en matière d'information et de documentation.

Sur les 61 groupes de femmes membres du CDÉACF à qui nous avons distribué un questionnaire, vingt l'ont complété et nous l'ont fait parvenir. Au total, quatre groupes de discussion, d'une durée moyenne d'une heure trente, ont été réalisés auprès de groupes de

femmes membres du CDÉACF. Une certification a été obtenue auprès du comité d'éthique de la recherche de l'UQAM.

2.3 Analyse des résultats

2.3.1 Résultats du questionnaire

Par Marie-Claude Laberge

Cette section présente les résultats recueillis à l'aide du questionnaire, distribué aux 61 groupes de femmes membres du CDÉACF ; 20 questionnaires ayant été complétés. L'équipe de recherche a identifié deux grandes tendances issues de ces résultats :

Les groupes de femmes participants utilisent peu les services du CDÉACF ;

Toutefois...

Les groupes de femmes participants utilisant les services du CDÉACF affirment en être satisfaits ou très satisfaits.

Portrait des groupes de femmes répondants

Près des trois quarts (14/20) des groupes de femmes participants ont été fondés dans les 30 dernières années, dont 9 entre 1977 et 1986. La presque totalité des participantes (19/20) ayant complété le questionnaire est salariée de l'organisme. Un peu plus de la moitié des participantes (11/20) ayant complété le questionnaire assume la fonction de directrice ou de coordonnatrice de l'organisme. La moitié des participantes (10/20) ayant complété le questionnaire est engagée dans cet organisme depuis plus de six ans. La moitié des groupes de femmes participants (10/20) est située dans la région de Montréal. Environ le tiers (7/20) des groupes de femmes participants agit sur le plan local, un autre tiers (7/20) sur le plan régional, puis un dernier tiers (6/20) sur le plan québécois.

Les trois quarts des groupes de femmes participants (15/20) sont membres du CDÉACF. La presque totalité de ces groupes de femmes (19/20) est membre d'au moins un regroupement, dont

les principaux sont : la Fédération des femmes du Québec (FFQ) (7/20), Relais-femmes (5/20), la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ) (5/20) et le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF) (4/20). La majorité des groupes de femmes participants (entre 13 et 19) n'a pas de lien avec les organismes suivants : Communautique, FACIL ou La Puce communautaire. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (11/20) ont côtoyé Cybersolidaires.

Tous les groupes de femmes participants comptent minimalement une travailleuse permanente ; la moitié des organismes (10/20) compte entre 1 et 5 travailleuses permanentes. Les deux cinquièmes des groupes de femmes participants (8/20) ne comptent aucune travailleuse non permanente ; près de la moitié des organismes (9/20) compte entre 1 et 5 travailleuses non permanentes. Près des trois quarts des groupes de femmes participants (14/20) comptent entre 6 et 10 membres au conseil d'administration/collective. Les deux cinquièmes des groupes de femmes participants (8/20) ne comptent aucune militante ou bénévole. Plus des trois quarts des groupes de femmes participants (17/20) comptent 11 membres et plus. Tous les groupes de femmes participants comptent au moins une travailleuse possédant un diplôme d'études universitaires ; les trois quarts des organismes (15/20) comptent entre 1 et 5 travailleuses détentrices d'un diplôme d'études universitaires. Près de la moitié des groupes de femmes participants (9/20) ne compte aucune travailleuse dont le dernier diplôme obtenu est celui d'études collégiales. La moitié des groupes de femmes participants (10/20) ne compte aucune travailleuse dont le dernier diplôme obtenu est celui d'études secondaires. La totalité des groupes de femmes participants (20/20) ne compte aucune travailleuse dont le dernier diplôme obtenu est celui d'études primaires.

Équipement

Les trois quarts des groupes de femmes participants (15/20) possèdent un centre de documentation. Les trois quarts des groupes de femmes participants (15/20) classent leur documentation.

Tous les groupes de femmes participants possèdent au moins un ordinateur ; près des trois quarts des organismes (14/20) possèdent entre un et cinq ordinateurs. Tous les groupes de femmes participants possèdent au moins un ordinateur branché à Internet ; près des trois quarts (14/20)

des organismes possèdent entre un et cinq ordinateurs branchés à Internet. La moitié des groupes de femmes participants (10/20) a développé de nouvelles activités ou de nouveaux services avec Internet. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (11/20) possèdent un site Web. Plus des trois quarts des groupes de femmes participants (17/20) possèdent une adresse électronique.

Documentation

La moitié des groupes de femmes participants (10/20) considère que les documents internes sont peu ou pas utiles aux travailleuses et aux membres pour mener à bien leur mission sociale. La moitié ou plus (entre 10 et 18) des groupes de femmes participants considère que tous les autres documents mentionnés dans le questionnaire (bottins ; analyse du fonctionnement, gestion et développement des groupes de femmes ou communautaires ; analyse de problématiques sociales ; analyse de l'intervention ou l'action sociale ; théories ; informations techniques ou informatiques ; informations légales) sont utiles ou très utiles aux travailleuses et aux membres pour mener à bien leur mission sociale.

Presque la moitié des groupes de femmes participants (9/20) n'expriment pas le besoin de développer ou améliorer le travail d'édition de leurs productions documentaires (4/20 organismes le souhaitent et 7/20 organismes n'ont pas répondu à la question). Presque la moitié des groupes de femmes participants (9/20) n'a pas besoin d'engager une nouvelle ressource pour améliorer ou réaliser leurs projets de production documentaire (4/20 organismes en ont besoin et 7/20 organismes n'ont pas répondu à la question).

Plus des trois quarts des groupes de femmes participants (17/20) affirment que les travailleuses de leur organisme vivent le phénomène de la surabondance de l'information et de la documentation.

Les services du CDÉACF

Les services du CDÉACF (accueil, consultation de documentation, recherche documentaire par le catalogue des collections du CDÉACF, service de prêt de documentation, service de référence) ont été peu utilisés par les groupes de femmes participants depuis les deux dernières années. Toutefois, la majorité des organismes ayant utilisé ces services a été satisfaite ou très satisfaite.

Les sites Web du CDÉACF ayant été visités par plus de la moitié des groupes de femmes participants depuis les deux dernières années sont : NetFemmes et le site principal du CDÉACF. La presque totalité des groupes de femmes participants ayant navigué sur ces sites a été satisfaite ou très satisfaite.

Plus de la moitié des groupes de femmes participants (11/20) sont abonnés à la liste de discussion NetFemmes ; la presque totalité de ces organismes est satisfaite ou très satisfaite. La moitié des groupes de femmes participants (10/20) est abonnée au bulletin bi-mensuel des nouvelles de NetFemmes ; la majorité de ces organismes s'est montrée satisfaite ou très satisfaite de l'abonnement. La presque totalité des groupes de femmes participants (19/20) n'a jamais participé à une journée d'animation « Créer des liens sociaux » ; l'organisme y ayant participé s'est montré très satisfait. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (11/20) ne diffuse pas de l'information par le biais de la section « Actualités » du site de NetFemmes ; les trois quarts des organismes qui diffusent de l'information par le biais de la section « Actualités » du site de NetFemmes se sont montrés satisfaits ou très satisfaits. Les trois quarts des groupes de femmes participants (15/20) ne font pas connaître leurs activités par le calendrier du site de NetFemmes ; la totalité des organismes qui font connaître leurs activités par le calendrier du site de NetFemmes se sont montrés satisfaits ou très satisfaits. Les trois quarts des groupes de femmes participants (15/20) ne diffusent pas leurs productions documentaires par le biais de la Collection F de la bibliothèque virtuelle du CDÉACF, mais ceux qui le font se sont montrés satisfaits ou très satisfaits.

Plus de la moitié des groupes de femmes participants (13/20) ne sont pas abonnés à la liste de discussion PoliTIC. Plus de la moitié des organismes (12/20) ne sont pas abonnés à la liste Pratiques. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (13/20) n'ont pas confié au CDÉACF l'hébergement du site Web de leur organisme ; les deux tiers des organismes ayant confié l'hébergement de leur site Web au CDÉACF se sont montrés satisfaits ou très satisfaits. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (12/20) n'ont pas confié au CDÉACF l'hébergement de documents et/ou de publications de leur organisme ; la presque totalité des organismes ayant confié l'hébergement de documents et/ou de publications au CDÉACF s'est montrée satisfaite ou très satisfaite. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (11/20) ont consulté le CDÉACF pour des besoins TIC de leur organisme ; la majorité de ces organismes

s'est montrée satisfaite ou très satisfaite. Plus des trois quarts des groupes de femmes participants (16/20) n'ont pas demandé au CDÉACF de collaborer à leurs activités ; la totalité des organismes ayant demandé au CDÉACF de collaborer à leurs activités s'est montrée satisfaite ou très satisfaite de la collaboration.

Au regard de cette recherche-action

Plus de la moitié des groupes de femmes participants (12/20) ne souhaitent pas participer aux groupes de discussion, soit l'étape suivante de cette recherche-action. Plus de la moitié des groupes de femmes participants (12/20) ont dit souhaiter recevoir le portrait global des réponses faites par les organismes répondants.

2.3.2 Résultats des groupes de discussion : thème 1 « La surabondance de l'information »

Par Marie-Claude Laberge

Les résultats obtenus par questionnaire indiquent clairement que la surabondance de l'information et de la documentation est une réalité vécue comme un problème par les participantes issues des groupes de femmes. En effet, presque tous les organismes indiquent que la surabondance de l'information se manifeste dans leur groupe. C'est pourquoi nous avons abordé cette question comme premier thème lors des groupes de discussion, afin de mieux saisir les explications des groupes de femmes, à savoir : quelles sont les conséquences de la surabondance de l'information et de la documentation vécues par les participantes ? D'après elles, quelles en sont les causes ? L'analyse des résultats des groupes de discussion permet de dégager cinq sous-thèmes, soit : la quantité d'information et de documentation, le temps, les priorités, les sentiments et émotions et l'implication du CDÉACF auprès des groupes de femmes.

La quantité d'information et de documentation

D'après les participantes, la multiplication de la quantité d'information reçue dans les groupes de femmes serait une des manifestations de la surabondance de l'information et de la documentation. L'absence de prétraitement de l'information et de la documentation acheminée aux groupes de femmes, le morcellement de l'information, les messages électroniques trop longs,

la multiplication des lieux de diffusion et la réception d'information et de documentation non sollicitée seraient des manifestations de la surabondance :

On est interpellée de toutes sortes de manières par toutes sortes de moyens pour s'informer sur ceci, sur cela, pour se faire une tête sur ceci, sur cela. Les médias aussi fonctionnent comme cela, ils fonctionnent beaucoup par morcellement de la nouvelle.

Les participantes sont d'avis que la surabondance occasionne une accumulation de l'information et de la documentation et a pour conséquence de « noyer » l'information :

Il y a peut-être une information pertinente que finalement on a à quelque part, mais qu'on ne connaît pas, donc il y a quand même un enjeu là aussi.

De plus, la surabondance de l'information et de la documentation rend difficile, pour les groupes de femmes, d'identifier les non-dits sur certains sujets :

[la difficulté de] discerner que, malgré cette surabondance, il y a en même temps camouflage et non dit pour un certain nombre d'informations dont on aurait besoin probablement pour prendre un certain nombre de décisions et être capable de cerner ce qui se passe au niveau de l'actualité.

En somme, selon les participantes, la surabondance de l'information et de la documentation serait aussi nuisible pour les groupes de femmes que le manque d'information et de documentation.

Le temps

La notion du temps est centrale dans le discours des groupes de femmes consultés en ce qui concerne la question de la surabondance de l'information et de la documentation. Les groupes de femmes disent manquer de temps pour mener à bien leur travail, notamment en ce qui concerne la gestion quotidienne de l'information et de la documentation. Le traitement quotidien des courriels, c'est-à-dire prendre connaissance de tous les courriels reçus et effectuer les suivis nécessaires, nécessite un temps considérable :

Ça peut prendre un avant-midi, quand ça fait trois ou quatre jours qu'on n'est pas au bureau, à traiter juste les courriels que l'on reçoit et à faire les suivis. C'est absolument fou le temps que ça prend.

Les participantes affirment également que le nombre élevé de courriels reçus quotidiennement nécessite un traitement rapide afin que la proportion du temps de la journée de travail qui y est consacrée ne soit pas trop grande.

Les participantes déplorent le fait que par manque de temps, les travailleuses n'arrivent pas à lire et à réfléchir autant qu'elles le souhaiteraient. Elles consacrent un temps considérable au traitement des informations reçues sans pouvoir se dégager suffisamment de temps pour lire et réfléchir aux enjeux qui concernent les femmes et les groupes de femmes. Paradoxalement, le travail des groupes de femmes exige que les travailleuses se tiennent constamment informées :

Mais moi, ce qui me préoccupe à chaque jour, je me dis : « Est-ce qu'il y a quelque chose qui concerne mon job aujourd'hui ? » Donc, je ne le sais pas, on peut avoir un téléphone [d'une journaliste] n'importe quand pour savoir concernant les allocations parentales ou les pensions alimentaires. Donc moi, à tous les matins, il faut que je vérifie. « O.k. aujourd'hui, est-ce que je vais être sollicitée ? »

Plusieurs participantes s'interrogent sur l'origine du problème de la surabondance d'information, c'est-à-dire s'il y a effectivement trop d'information et de documentation ou si les groupes de femmes manquent de temps pour s'y consacrer :

Est-ce qu'il y a une surabondance d'information ou on ne peut pas passer assez de temps pour intégrer et comprendre l'information ? Je ne le sais pas. Je dis ça. Il y a quelque chose, pour moi... Je ne suis pas sûre qu'il y ait une surabondance. Il y a toujours un besoin d'information, de documentation, mais est-ce que c'est parce que c'est trop ou parce qu'on n'a pas assez de temps ?

Prioriser l'information et la documentation à collecter et à diffuser

La surabondance de l'information et de la documentation nécessite que les groupes de femmes accomplissent un grand nombre de tâches, plus ou moins complexes, soit : le traitement, la transmission, l'épuration, la hiérarchisation, le tri, la sélection et l'utilisation de l'information et de la documentation. De plus, les participantes disent porter la responsabilité de se tenir constamment informées. Or, celles-ci font état de leur difficulté à prioriser la grande quantité d'information reçue et déplorent que trop d'importance soit accordée à ce qu'elles considèrent être des « détails ». À l'exception d'un groupe de femmes qui dit utiliser le plan d'action de l'organisme comme guide pour prioriser l'information et la documentation, les groupes de femmes consultés ne semblent pas s'être tracé de ligne de conduite pour orienter le processus de priorisation de l'information et de la documentation. L'un des principaux besoins mentionnés par les participantes en effet, celui d'apprendre à prioriser l'information et la documentation liée à leur travail. Certaines mentionnent qu'elles souhaitent parvenir à séparer « l'essentiel de l'accessoire », à établir des balises et à discriminer l'information et la documentation. Quelques-unes des participantes utilisent comme balise le plan d'action de l'organisme, d'autres ont

développé des critères plus ou moins précis pour établir un ordre de priorité au plan de l'information et de la documentation :

[...] j'y vais en fonction vraiment des priorités de l'[organisme], de mes priorités comme directrice et aussi de ce qui se passe au niveau actuel.

Les participantes oeuvrant dans un regroupement de groupes de femmes affirment éprouver de la difficulté à tracer la limite des informations à transmettre ou non aux groupes de femmes membres :

[...] on s'arrache les cheveux beaucoup en équipe pour se dire : « Ça, est-ce qu'on l'envoie aux groupes ou on ne l'envoie pas. Ça, est-ce que c'est important ou ce n'est pas important. »

Les regroupements s'interrogent également sur leur capacité à souligner l'importance relative des informations transmises aux groupes de femmes membres :

Les groupes, quand ils le reçoivent chez eux, comment faire pour indiquer que ça c'est prioritaire et c'est important parce qu'à un moment donné, à force de leur en envoyer, tu ne sais plus.

Les sentiments et émotions

La surabondance de l'information et de la documentation fait surgir différentes émotions et sentiments chez les participantes. Certaines d'entre elles ressentent le besoin de se rassurer par rapport à l'ampleur de la tâche qu'elles doivent assumer :

Moi, je m'associe beaucoup à la tortue, alors ça me fait du bien parce que je me dis : « Bien c'est bon la tortue, c'est comme, oui jour après jour, à un moment donné, elle va s'en sortir. »

Certaines participantes affirment ressentir une déprime lorsqu'elles constatent la quantité de courriels qu'elles ont reçus dans la journée :

C'est déprimant avoir trop de courriels. Je me suis fait enlever des listes [de discussion] parce que ça ne me servait à rien d'avoir ça, tout ce que je faisais, je rentrais le matin et j'étais déprimée parce que je ne les lisais pas, je ne les lisais pas. J'ai fait le ménage.

La surabondance de l'information et de la documentation fait naître chez certaines participantes le sentiment d'être toujours en retard :

[...] je ne sais pas si les autres sont comme moi mais je me sens tout le temps en retard, en retard de quelque chose. Il y a une liste d'épicerie qui est tout le temps là ; je raye et à mesure que je raye, je n'ai jamais le sentiment de dire « Ah ! O.k., je vais le lire le livre que je dois lire ! »

Les participantes font état d'une pression constante, d'abord pour être informées de tout mais également pour être informées sans délai, dès que l'information devient disponible :

On vit avec un sentiment d'exigence d'être informées aussi. L'exigence de ne rien échapper et ça c'est lourd à porter. Ça alimente le syndrome de la « *super woman* », je trouve.

Malgré tout, la surabondance de l'information et de la documentation donne à certaines participantes le sentiment d'être en contact quotidien avec plusieurs groupes de femmes :

Moi, je suis assez fascinée d'ouvrir mon courriel et d'apprendre ce qui se passe à [nom d'un groupe de femmes] en criant ciseau, d'apprendre ce qui se passe à [nom d'un collectif], ce qui se passe en sécurité urbaine, tous les groupes sur lesquels je suis sur des listes.

L'implication du CDÉACF auprès des groupes de femmes

Concernant l'implication que le CDÉACF pourrait avoir auprès des groupes de femmes, les contacts personnalisés figurent parmi les principales demandes des participantes aux groupes de discussion. En effet, les groupes de femmes consultés souhaitent que le CDÉACF mette en place des lieux de rencontre entre groupes de femmes, qu'il se déplace dans les groupes de femmes afin de les aider à gérer les problèmes quotidiens (ex. : apprendre aux travailleuses comment gérer les courriels). Par exemple, certaines participantes disent avoir besoin d'une équipe de travailleuses qui s'occuperaient uniquement des questions liées à l'information et à la documentation, qui pourraient les soutenir dans leur réflexion face à la gestion de la surabondance et leur fournir de l'aide au quotidien :

Moi, je pense que ça pourrait être intéressant qu'il y ait une équipe qui vient en aide ou qui vient... qui peut permettre une réflexion à une équipe de travail si cette équipe de travail-là se pose des questions en regard à la gestion de toute la surabondance ou comment on peut faire dans notre quotidien parce que pour moi, c'est le quotidien.

Certaines participantes souhaiteraient également revendiquer des fonds afin d'embaucher une personne responsable du traitement de l'information et de la documentation dans leur organisme. Selon plusieurs participantes issues des groupes de femmes, le « rapport à la personne » mériterait d'être développé, que ce soit pour réfléchir ensemble, créer des liens, briser la solitude ou pour inciter les autres femmes à lire.

Le CDÉACF pourrait également amener les groupes de femmes à réfléchir sur leurs pratiques informationnelles afin d'améliorer la qualité de l'information reçue et diffusée et enfin, favoriser

la concertation des productrices d'information et de documentation sur les femmes et les rapports sociaux de sexe afin que l'information produite circule et soit disponible à toutes :

[...] de ne pas perdre de vue la personnalisation des contacts. Le centre de documentation est unique au Québec et je suis d'accord avec son grand virage informatique, je pense que c'est un bon virage et je pense que je ne le remets pas en cause, mais il y a des éléments de personnalisation, comme juste ce que vous faites aujourd'hui, ça s'appelle une recherche, mais ça pourrait s'appeler, ça pourrait s'inscrire dans une espèce de programme récurrent du centre de documentation d'amener les gens à réfléchir sur leurs pratiques informationnelles, mais d'une manière plus personnalisée, pas juste avec des outils informatiques. Il y a peut-être quelque chose dans le contact personnalisé qui ne demeure pas une voie de solution, mais une piste pour faire avancer la qualité de l'information qu'on reçoit et qu'on diffuse.

Les groupes de femmes souhaitent que le CDÉACF organise des formations pour aider les groupes de femmes, entre autres, à mieux connaître et utiliser les outils de communication disponibles, à améliorer leurs recherches sur Internet afin de trouver davantage d'informations et de documentation pertinentes et à améliorer leur gestion de la surabondance de l'information et de la documentation.

Selon les demandes des groupes de femmes, le CDÉACF pourrait également traiter, sélectionner et rendre publique l'information, trier l'information sous des thèmes dans un répertoire, créer une bibliothèque virtuelle à laquelle les groupes de femmes pourraient s'abonner en payant des cotisations, envoyer aux groupes de femmes les tables des matières des nouvelles parutions des revues féministes, fractionner la liste NetFemmes, faire comme sur le site de Radio-Canada et mettre sur Internet des faits saillants et ensuite les archiver de façon organisée et enfin, rédiger des fiches de lecture.

Les participantes sont d'avis qu'il faudrait promouvoir le volet condition féminine du CDÉACF et faire connaître les services existants du CDÉACF aux groupes de femmes. Il faudrait également inciter les groupes de femmes à déposer leurs productions documentaires au CDÉACF et inviter les groupes de femmes à consulter les documents déposés au CDÉACF en condition féminine :

[...] le Centre de documentation pourrait faire une campagne auprès des groupes de femmes pour qu'on dépose davantage nos productions et nos écrits parce qu'il n'y a pas surabondance d'information sur les productions des groupes de femmes et ça, c'est un peu dommage. [...] D'une part, on ne dépose pas assez nos affaires et d'autre part, on ne consulte pas assez l'information qui est beaucoup plus organisée. [...] Ce serait le *fun* que les groupes de femmes, les centres de

femmes de Montréal, qu'il y ait des organisations pour que les participantes viennent voir ce qu'est le centre de documentation.

Enfin, certains groupes de femmes dont le site Web de l'organisme est hébergé par le CDÉACF souhaitent que ce dernier installe un « anti-spam » sur le serveur du CDÉACF, réduisant du coup le nombre de courriels non désirés reçus par les groupes de femmes en question.

Amorce d'analyse par les participantes : défis, contraintes et contradictions

Selon certaines participantes, l'évolution du mouvement des femmes ne serait pas étrangère à la surabondance de l'information et de la documentation. Le travail des groupes de femmes s'étant diversifié, le rayonnement du travail du mouvement des femmes s'étendrait maintenant à l'échelle mondiale :

On s'est diversifié dans le mouvement des femmes, on s'est spécialisé, on essaie de se solidariser avec tout le monde, tout le temps, en même temps le gouvernement s'attend maintenant à ce qu'on fasse des pétitions de 200 000 noms sinon cela n'a plus... Ils s'attendent à ce qu'on arrive avec des mémoires, là, mon Dieu...

Certaines participantes associent l'arrivée d'Internet et du courriel avec le commencement de la surabondance de l'information et de la documentation :

Au fond la dite surabondance est essentiellement liée à Internet parce que c'est ce qui est le plus envahissant, ce qui est le plus présent parce qu'il peut y avoir aussi d'autres modes d'information, d'autres sources d'information. Mais ce qui est le plus envahissant, évidemment, c'est par Internet. Il y a des informations qui sont administratives, qui n'ont rien à voir avec les questions féministes. Mais il y en a un certain nombre de courriels qui concernent effectivement les dossiers femmes.

Selon certaines participantes, le courriel aurait remplacé le téléphone pour les demandes d'aide aux travailleuses des groupes de femmes. Il en résulterait une certaine confusion : Combien de travailleuses ont-elles reçu ce même courriel ? Quelqu'une y a-t-il déjà répondu ? Qui devrait y répondre ? De plus, les courriels ne se différenciant d'aucune façon les uns des autres, le traitement des informations reçues s'en trouve complexifié. Enfin, le courriel s'accompagne d'une pression pour fournir très rapidement une réponse à la personne ayant acheminé le courriel. Le courriel aurait donc un impact considérable sur l'organisation du travail dans les groupes de femmes :

Là, je me dis bon, c'est tout l'aspect de l'organisation du travail qui est modifié par la venue de ce nouvel outil-là qui est le courrier électronique et il y a une nouvelle gestion à faire de notre

courrier qu'on reçoit. On ne reçoit presque plus de courrier papier et même presque plus de messages téléphoniques parce que tout se passe à ce niveau-là (l'Internet).

Finalement, une autre cause identifiée par les répondantes serait le manque de gestion de l'information et de la documentation. Elles pensent que la cause serait liée à la sous-estimation du temps consacré à la gestion des courriels dans l'organisation du temps de travail. De plus, des problèmes d'ordre technique ajouteraient non seulement des délais supplémentaires dans la gestion des courriels mais également une accumulation de la quantité d'information reçue, créant ainsi une surabondance d'information et de documentation.

Malgré les problèmes vécus avec l'arrivée d'Internet, les participantes y voient tout de même des possibilités avantageuses et prometteuses. Internet étant, selon elles, facile d'utilisation et nécessitant peu de frais, de nombreuses informations seraient ainsi diffusées sans faire l'objet d'un prétraitement.

Quels sont les besoins identifiés qui permettraient de surmonter ces défis ?

Certains groupes de femmes souhaitent que les contacts entre les diffuseuses et les réceptrices d'information et de documentation soient plus fréquents :

On veut aussi travailler avec nos groupes pour voir qu'est-ce qui serait pertinent et justement dans le traitement de l'information qu'on leur envoie par informatique ou par Internet, c'est quoi qui est important pour eux-mêmes d'avoir ? Pour que ça nous aide aussi, nous autres, au niveau de la permanence. Nous autres aussi, on essaie de s'en tenir à notre plan d'action, mais qui, des fois, est élastique. Mais on essaie parce qu'à un moment donné il faut que tu aies une balise...

Les participantes suggèrent également une série de solutions, dont certaines sont plus techniques, et que nous vous présentons ici en vrac :

- ☞ Certaines participantes souhaitent que le traitement de l'information et de la documentation soit davantage reconnu dans leur organisme, voire même inscrit dans leur description de tâches ;
- ☞ Une solution face à la surabondance de l'information et de la documentation serait que les travailleuses et les militantes apprennent à « dire non » ;
- ☞ Relativiser les problèmes liés à la surabondance en se disant qu'Internet est un outil important qui fait partie du travail des groupes de femmes ;
- ☞ Utiliser davantage les canaux d'information disponibles aux groupes de femmes ;

- ☞ Mieux identifier les courriels (par exemple : indiquer dans le titre du courriel s'il s'agit d'une décision gouvernementale) ;
- ☞ Fractionner les listes de discussion (pour pouvoir s'abonner seulement à certains thèmes) ;
- ☞ S'abonner à des synthèses de courriels (en ce qui concerne les listes de discussion) ;
- ☞ Consulter des sites Internet tel Sisyphe qui offrent une sélection de l'information ;
- ☞ Faire circuler les analyses d'articles publiés dans les revues féministes ;
- ☞ Faire circuler l'information produite par les groupes de femmes ;
- ☞ Accéder à des ateliers techniques sur la recherche documentaire ;
- ☞ Accéder à de la formation sur les outils de communication disponibles ;
- ☞ Avoir accès à une bibliothèque numérique.

Notez que ces demandes concrètes ont conduit à l'adoption du plan d'action, tel que présenté à la section 3 de ce rapport de recherche.

2.3.3 Résultats des groupes de discussion : thème 2 « La société de l'information »

Par Sylvie Jochems

Le deuxième thème des groupes de discussion porte sur la société de l'information. Nous n'avons pas l'intention ni l'intérêt d'imposer une définition aux participantes. Notre objectif était simplement de soumettre cette expression « société de l'information » pour mieux saisir ce qu'elle évoque actuellement dans la pensée des participantes à la recherche-action. On le sait, cette expression est le reflet d'une pensée dominante. Il est alors légitime de vérifier non seulement si ce discours a pénétré les groupes de femmes du Québec, mais s'il orienterait les solutions qu'elles proposent.

Qu'est-ce que la société de l'information, pour vous ?

Les groupes de femmes du Québec ont généralement développé un discours féministe qui explique les causes et conséquences de l'oppression des femmes dans des systèmes patriarcaux et capitalistes. On admet qu'il est important de se pencher sur l'état de la société pour mieux comprendre ses propres pratiques :

Je pense que les pratiques des groupes de femmes, on ne peut pas distancer leurs pratiques de la société dans laquelle elles se trouvent. Et je pense que la société dans laquelle on se trouve, c'est une société consumériste, c'est une société où il y a énormément de choses en quantité.

Or, la société de l'information ne semble pas être l'un de leurs schèmes explicatifs avec lequel elles sont à l'aise lorsqu'il s'agit de développer et d'analyser le problème de la surabondance de l'information et de leurs propres pratiques informationnelles.

C'est la première fois que je l'entends [cette expression] parce qu'autoroute de l'information, ça, on l'a entendu. Le parti libéral a commencé à s'en servir au moment où on ne s'en servait plus. Mais la société de l'information comme telle, ce n'est pas une expression avec laquelle je suis très familière.

Moi, je pense que c'est l'information qui touche tous les niveaux sociaux soit tant au niveau politique, au niveau peu importe, toutes les sociétés de l'information dans le fond, c'est très complexe, très large et ça englobe différentes thématiques. C'est un peu les balises de l'information si on peut dire. Je ne sais pas comment expliquer ça.

Néanmoins, plusieurs participantes reconnaissent qu'il y a un contexte de surabondance de l'information :

On vit dans une époque, on est dans une situation de surabondance de tout, des dossiers aussi, pas juste l'information qu'on reçoit, mais au niveau de l'information c'est certain qu'on est surinformée.

Pour les participantes aux groupes de discussion, l'expression « société de l'information » est davantage liée :

☞ au pouvoir des médias :

La société d'information, c'est tous les médias d'information que ça soit les médias ou par exemple [notre journal], ça fait partie pour moi de la société d'information parce que c'est un outil d'information. Donc toutes les sources que ce soit une bibliothèque ou un média télévisuel ou radiophonique ou écrit ou peu importe et je suis assez d'accord avec le fait que oui il y a un pouvoir sous-jacent à ça parce que bon, l'information qu'on entend, qu'on reçoit c'est rarement à l'état pur, l'information. Quelqu'un en a fait, pour écrire un texte ou un article, quelqu'un a interprété si on veut un sujet, donc il y a un pouvoir là-dessus dans le sens où ça peut teinter la perception d'une réalité comme il y a peut-être des bouts qu'on ne sait pas et que si on les savait...

☞ à la désinformation :

Moi, je parle plus de société de désinformation que de société d'information si on emploie ces termes [...]

Bien c'est sûr que comme enjeu, je trouve qu'il y a plein d'information et de faussetés qui peuvent circuler facilement.

Les TIC, Internet en tête de file, jouent un rôle important dans la diffusion de l'information :

Je trouve que ça représente vraiment, dans le fond, le fouillis d'information que tu peux trouver et qui est disponible de plus en plus partout. Tout est rendu disponible à travers Internet.

On est dans cette société-là, l'ensemble des informations autant écrites, électroniques, informatiques, technologiques, on est là-dedans, je pense, dans l'abondance de ça. Autant c'est une vitesse incroyable... Même eux-autres, la T.V. a diminué depuis les dernières années, en particulier chez les jeunes parce que c'est l'Internet et l'ordinateur qui priment et le cellulaire, etc. Donc c'est ça la société de l'information c'est l'ensemble de tout ça. Tout le monde est obligé de se repositionner à cause d'Internet, beaucoup...

Fait intéressant par ailleurs, des participantes aux groupes de discussion ont exprimé leur perplexité à l'égard du discours dominant qui affirme que nous soyons dans une société de l'information :

Pour moi, la société d'information, je ne crois pas que ça existe. Ce sont des manchettes comme les petits journaux qu'on reçoit dans le métro. Ce sont des manchettes, c'est ce qui précède les nouvelles, pas d'analyse, il y en a moins à la télévision aussi, des émissions d'analyse, qu'à la radio.

J'ai des flashes, je reçois des flashes d'affaires qui sont supposés être de l'information. Est-ce que c'est de l'information ? Est-ce que c'est une analyse ? Est-ce que c'est des hypothèses ? Est-ce que c'est appuyé ? Est-ce que c'est quelqu'un qui a décidé que ça aujourd'hui, je me lève et je vous dis que mon information dans le monde, c'est ce que moi je dis. Donc pour moi, la société d'information, je ne crois pas que ça existe.

On n'est pas dans une société de l'information. On est dans des pays occidentaux qui rendent accessibles des moyens de communication et d'information de manière très peu censurée ou pas censurée. Mais là, est-ce qu'on peut dire que c'est une société de l'information ? Non, il n'y a pas vraiment d'outils pour travailler l'information. On reçoit des bribes [de données], mais je n'ai pas compris l'information.

Cela dit, différentes participantes font la même observation puisqu'elles soulignent l'homogénéité des informations diffusées par les médias de masse et la rareté des analyses de fond :

[...] moi je trouve qu'il y a une homogénéité au niveau de l'information qui est dite, moi j'ai l'impression parfois d'écouter toujours les mêmes nouvelles.

[...] Ils disent tous la même chose et je ne trouve pas qu'ils sont très objectifs, là ça dépend sur quel poste que tu es et des fois il y a de l'information pertinente que je veux voir qui n'est pas là ou qui est mentionné comme ça [...] Il y a plein de canaux de nouvelles, les nouvelles du soir c'est rendu que ça dure 2 heures. Je me dis, les gens ont-ils tellement besoin de réécouter la même chose tout le temps parce que c'est tout le temps la même chose qui repasse. Ce n'est pas des nouvelles, nouvelles !

[...] mais je trouve qu'il y a de la place pour ça [du sensationnalisme] alors que des vrais textes intelligents avec une analyse sur la réalité de la condition féminine, sur la réalité des femmes violentées pour dénoncer des choses, il n'y a comme plus de place.

Parce que notre discussion est à deux niveaux. Il y a le niveau de la société de l'information, où là c'est clair qu'il y a une surabondance de l'information, qu'on est sollicité de toutes parts pour consommer toutes sortes d'informations. Quand ce n'est pas par le médium papier, c'est par le médium électronique, quand ce n'est pas le médium électronique Internet, c'est par la télévision et là, il y en a partout. On se promène avec des écrans, dans le métro il y a maintenant de la pub et de l'information. On est toujours, toujours, toujours interpellées pour consommer quelque information que ce soit. Il y a ce niveau-là qui est très présent dans notre discussion. Il y a un autre niveau où moi j'essayais plus de me situer, mais ce n'est peut-être pas le bon, c'est le niveau de nous autres les actrices féministes là-dedans, qu'on soit chercheuses féministes ou qu'on soit groupes de femmes. Comment nous, on reçoit l'information ou comment on la diffuse ? Est-ce qu'on a l'impression qu'on en reçoit en abondance par rapport à nos mandats à nous autres ? Est-ce qu'on a l'impression qu'on la diffuse, on fait la même chose, on la diffuse largement et un peu sans cibler des publics particuliers. J'ai l'impression que les actrices féministes se sont situées par rapport à l'information un peu différemment. C'est-à-dire qu'on a toujours eu l'impression que l'information, la véritable information féministe, que les analyses nous arrivaient difficilement et même si on était dans une société où il y avait de l'abondance dans l'information.

Les enjeux pour les groupes de femmes

Il n'y a pas de surabondance d'information sur la condition féminine et les rapports sociaux de sexe et de genre :

[...] tout ce qui se passe à ce niveau-là, non, et même qu'il faudrait qu'il y en ait de plus en plus.

Au niveau des analyses au contraire, des analyses-débats, je parle de sous abondance, même d'une certaine pauvreté du matériel informationnel en terme d'analyse féministe et en terme de débats féministes.

Par conséquent, les participantes aux groupes de discussion ont fait ressortir les enjeux suivants qui mettent en perspective les actions à mener dans la dite « société de l'information » :

☞ Contribuer à l'autonomie des citoyennes et des citoyens :

[...] et dans le fond ce qu'on a à développer comme consommateur d'information c'est une autonomie. Développer de mieux en mieux notre autonomie face à ces forces qui déterminent pour nous ce qu'on doit savoir ou pas.

☞ Et vive la démocratie en ligne... mais pas n'importe comment !

La société de l'information ou autoroute de l'information ou qu'on essaie quelque chose là... d'information, ça va. Mais je ne voudrais pas et je maintiens que ça [Internet] devienne un outil de démocratie. En ligne, l'information est insuffisante pour la démocratie. La subvention est coupée,

leur affaire de nous consulter par Internet reste pareil que ça soit au Canada, que ça soit au Québec ou que ça soit aux États-Unis bientôt. C'est quoi cette idée de nous consulter en ligne ?

Tous les gouvernements en ligne, ce n'est pas mauvais, mais tant qu'il existe autre chose.

Qu'on n'en fasse pas un outil de démocratie, ce n'est pas de la démocratie, que ça soit un outil d'information et qu'on soit clair... la distinction entre l'information et la démocratie et les débats.

Et que le gouvernement en ligne n'aille pas remplacer la façon dont tu peux t'informer... ne soit pas limité à Internet parce qu'il y a du monde qui n'a pas accès, donc ceux qui n'ont pas accès automatiquement, c'est une exclusion. Internet est aussi un outil d'exclusion donc il faut faire attention.

☞ Contre le sexisme et le discours masculiniste anti-féministe diffusé sur Internet :

Il y en a beaucoup, il y a les enjeux, si on parle de nous, par exemple [nos organismes], tu regardes tout le discours masculiniste actuellement, la montée du discours masculiniste...

Même le traitement, même s'il n'est pas masculiniste anti-féministe, mais le traitement médiatique que ça soit de la violence conjugale ou des sujets en lien avec la condition féminine de façon plus large ça vient... ça donne une information à monsieur et madame Tout-le-Monde. [Cette information] est habituellement, oui, teintée du journaliste ou en tout cas de la personne qui a porté ce message-là. On choisit de mettre le micro sous le nez de quelqu'un, à la limite au montage si ça ne fait pas mon affaire, oui, je suis capable de faire passer le message qui me convient. Un peu aussi pour les groupes de femmes actuellement, c'est sûr qu'un des enjeux c'est le discours antiféministe. On ne parle pas de ça. « Monsieur était dépressif... », tout ce discours-là. C'est toujours ça qu'on entend. Donc ce que les gens retiennent c'est que : « si elle n'était pas partie, elle serait encore vivante. C'était à elle de rester là ». La lecture sociale de la problématique passe par ces informations-là et fait en sorte qu'il y a des préjugés qui sont maintenus, qui sont nourris en quelque part aussi.

☞ Faire passer nos messages féministes dans les médias :

Puis, il y a la difficulté de faire passer nos messages dans les médias, ce n'est pas si simple de faire passer nos messages [...] On a de la difficulté à faire passer nos messages et je pense qu'avec la montée de l'anti-féminisme, on va avoir encore plus de difficultés.

Des conditions préalables

On pourrait croire que le fait de vivre la surabondance de l'information ait favorisé le développement d'une opinion négative à l'égard des TIC, dont Internet, par les participantes. Cependant, sans repousser l'utilité d'Internet du revers de la main, les participantes reconnaissent qu'il faille davantage se pencher sur la logique pratique, le sens et la méthode de leurs usages des TIC, Internet en particulier :

C'est tout le monde qui a Internet et ça fait partie de l'évolution de la société, c'est correct. Mais il s'agit de voir comment on s'en sert.

Cela dit, malgré une certaine résistance à encourager le marché économique, les groupes de femmes participants utilisent les TIC dans leur travail :

On essaie de dire non, on ne veut pas être envahies par l'ensemble du marché économique, etc. Mais en même temps, on n'est pas à l'abri de ça, ça fait partie de nos contradictions. On veut être à la fois informée, à l'affût et ça fait le phénomène d'information. On est dans le monde moderne actuel avec le développement de la technologie.

☞ Aussi conviennent-elles qu'Internet est un moyen de mobilisation nécessaire pour les groupes de femmes :

Et en même temps, moi je me questionne parce que c'est notre force aussi. Dans le communautaire s'il n'y avait pas Internet ou les mouvements alter mondialistes, on n'aurait peut-être pas pu créer aussi facilement un contrepoids à la mondialisation. Ça c'est certain qu'Internet est un grand, grand, grand moyen de mobilisation.

Certaines postulent d'ailleurs qu'une personne informée est une personne qui développe une vision :

Comment on fait pour être une personne informée parce qu'être une personne informée, c'est une personne qui a une vision sur la plupart des dossiers, qui a les informations requises pour se faire une thèse, un jugement, en faire une lecture, une interprétation. Et là, on se rend compte qu'il y a des affaires pour lesquelles on est beaucoup moins documentée... Il se passe, une femme battue, il y a eu un drame à tel endroit. Cette information-là que nos médias se plaisent et se complaisent à nous donner, elle finit par nous arriver et bien souvent c'est de l'information importante. Mais le traitement de cette information-là, cette espèce d'analyse féministe de ce qui se passe concernant les rapports sociaux de sexe, je ne peux pas dire qu'elle circule très bien. D'une part, il n'y en a pas énormément et celles qui existent ne circulent pas si bien que ça.

☞ Par conséquent, l'éducation à la citoyenneté et à la pensée critique devient un axe d'action nécessaire :

Elles ne disent rien les maudites nouvelles, dans le fond, si on avait un regard critique, la perte du regard critique sur l'information. [...] Il y a vraiment des enjeux d'éducation à la citoyenneté et à la pensée critique c'est évident. [...] Oui et les nouvelles sont vides. Tu lis une page du journal, c'est comme si tu avais 20 bulletins de nouvelles dans une page de journal, tu sais. Donc quand je parlais des enjeux de réflexion et tout ça, il me semble que nous, on devrait être au cœur de tout ça. Les femmes aussi, on est au cœur des grandes tendances, on a les moyens d'inventer un monde nouveau et tout ça, mais on est moins portées par ça, on est trop, trop fébrile, il me semble, ça nous fait perdre quelque chose.

Cela dit, malgré une meilleure diffusion et accessibilité de l'information facilitées par Internet. Elles constatent qu'il faut « se donner du temps pour analyser » :

[...] parce que le fait que maintenant on n'a plus de raison, comme je disais, de ne pas avoir l'information : « Donc comment ça se fait que vous nous avez pas dit ça ? Comment ça se fait que vous ne savez pas ça ? » Est-ce que tu comprends ? « Vous ne vous êtes pas penché là-dessus ? » Là on a plus de raison parce qu'avec Internet ou avec l'informatique et tout ça, tu sais tout ça. Voyons donc ! Tu as tout analysé ça. Le projet de loi, il vient de sortir depuis cinq minutes, tu es supposée savoir tout ça ! « Sors-nous l'analyse ! Envoie go ! » Ce n'est pas parce que je l'ai en cinq minutes que je la comprends plus vite que si je l'avais eu en une demi-heure.

Et ça, ça demande du temps, pas juste un lac à l'épaule de deux jours toute la *gang* ensemble qui parle tout le temps.

Ça demande des lectures, ça demande des critiques, de l'analyse critique des situations, il ne faut pas avoir peur de changer des choses. On a hâte en tout cas. Là on se dit, il faut se donner le temps de le faire, mais avec les agendas qu'on a, on a beaucoup de difficultés à le faire. Pourtant c'est essentiel, c'est au cœur de notre action, la réflexion qu'on doit faire sur nos dossiers et la problématique qu'on touche.

☞ Il faut aussi avoir les ressources financières et la formation pour réaliser des analyses :

On n'a pas les moyens des féministes d'État, on n'a pas ça non plus [...] On se donne énormément d'exigences, moi je regarde nos consœurs syndicales, elles s'attendent à ce que [...] Je ne sais pas ce qu'elles pensent des fois, elles s'attendent à ce qu'on ait des recherches, des communications.

On n'a pas les ressources non plus, c'est sûr que si on avait des ressources, plus importantes aussi en termes, humaines et financières, peut-être qu'on aurait de plus grandes équipes. On serait capable plus de ... [...] On a des limites aussi, on nous demande des exigences, mais on n'est pas capable de livrer la marchandise parce qu'on a des limites aussi structurelles, humaines etc. [...] On apprend sur le tas, c'est ça l'affaire. C'est pour ça que je disais tantôt, des formations, même si on n'a pas de ressources supplémentaires, si on peut aller se chercher des formations parce que le monde, même le monde dans tous les réseaux, mais dans le réseau public sont confrontés aussi à ça, mais eux autres, ils ont des ressources de communication, ils ont des conseillers [...]

☞ Il faut se donner les moyens de mieux gérer l'information, dont des ressources humaines :

Donc, ça prend presque des pros pour gérer tout ça maintenant et savoir placer l'info à la bonne place parce qu'on n'a pas les moyens. Dans le fond, il y a des exigences et on n'a pas les moyens d'y répondre correctement.

C'est ça, on est dans l'ère de la communication, mais on n'a pas de personne attitrée à la communication alors on a surtout des personnes attitrées à la coordination, à l'administration et au développement des projets.

☞ Et pour se donner de la crédibilité, il faut développer des habiletés de communication auprès d'un large public :

[...] Prenons le temps de sortir et d'aller parler aux gens. Mais moi, il y a une chose dont je me rends compte aussi, c'est que la façon qu'on passe des messages aussi d'une façon très concise dans les panels qui ne sont pas couverts en direct, ça use la crédibilité [...] Donc, il y a bien du monde que si on passe une information brute, pas expliquée, bien oui les femmes, une sur trois

qui, bien non voyons donc ! Si tu n'as pas le temps de mettre en contexte et d'expliquer, en plus, on n'a pas l'air crédible et ça vient rejoindre quand les masculinistes, quand les gars qui montent sur le pont disent : « il y a des menteuses ! » Et on sort n'importe quoi, ça vient comme donner une approbation parce que le monde dit : « voyons donc, ça ne se peut pas ! » Mais oui, ça se peut ! Si je commence à t'expliquer et à m'asseoir et à vraiment t'expliquer, c'est quoi, la violence [...].

Pour ce faire, certaines participantes avouent qu'il faut davantage être prêtes à argumenter et à s'impliquer dans une discussion ou une polémique :

L'accès à l'information aussi crée des ripostes. Tu sais les masculinistes anti-féministes ordinaires, ils ont toute l'information nécessaire pour riposter aussi sur Internet ou peu importe.

[...] je suis en train de penser parce qu'on parlait de quoi faire pour en réponse justement aux attaques antiféministes. Je ne le sais pas pourquoi on ne va pas, par exemple, au Festival de jazz. Un kiosque que les gens peuvent venir prendre de l'information et on va se rendre disponible aux questions et aux informations. Mais en même temps, moi, je me dis « tabarouette ! », est-ce que j'irais me mettre dans l'ancre du loup ? Et toutes les questions, avoir toutes les [réponses], vraiment ça va me faire pomper jusque-là ! Ça prendrait une formation.

Une autre condition importante tourne autour de la notion de « réseaux ». L'entraide permet à la fois de déléguer des fonctions et des tâches à des alliés mais aussi de faire confiance au réseau d'alliance dans le but de développer une certaine synergie créatrice et politique.

☞ Les réseaux nationaux ont un rôle à jouer :

On attend beaucoup des réseaux nationaux pour l'analyse parce que les locaux et même les régionaux sont plus sur le terrain avec le monde.

☞ Créer des alliances pour analyser et diffuser :

[...] oui, éducation, mais il y a peut-être aussi d'avoir des alliances aussi que ça soit avec des groupes d'hommes féministes et d'avoir aussi des alliances avec les médiums d'information que ça soit les réseaux, les médias. Essayer de créer des alliances justement pour diffuser notre analyse de la problématique et je pense qu'il y a des alliances à faire et on est rendus au moment où il faut avoir des alliances avec les hommes, aussi les hommes qui sont là, qui croient à notre discours, qui ont la même position que nous. Je pense que ça, c'est important.

Des principes d'action

Les participantes ont aussi pris soin de mentionner des principes d'action qui reflètent leur éthique.

☞ Soyons démocratiques. Attention au contrôle et à l'exclusion ! On peut être « in » ou « out » avec les TIC :

Moi, il y a la notion de contrôle qui me vient. Est-ce que c'est un enjeu ? C'est quand on n'est pas trop, trop informé. C'est comme si on n'était pas en contrôle de l'information, donc c'est comme si on était un peu « *out of the game* » ou à côté puis oui, c'est ça... Et je trouve que notre société, c'est beaucoup une société, on a beaucoup le contrôle sur, le contrôle... On n'est pas « *in* », on est plus « *out* » et ça peut avoir un impact, ça peut avoir un impact, peut-être sur la crédibilité, sur en tout cas... il y a des gens qui vivent avec ça, ils naissent là-dedans et ils ont l'air à l'aise. Moi, j'ai commencé mon université, il n'y avait pas d'ordinateur. Alors peut-être que... Des fois, je me sens larguée, je me dis, j'ai connu avant, donc on a de la misère à suivre les autres. Comment qu'ils vont vraiment structurer leur pensée critique ? Moi, c'est le point critique, qu'ils aient l'information, mais qu'ils soient capables de dire je et j'ai analysé cette surabondance-là. Connaître les idéologies et tout ça, j'ai des doutes. Mais je ne peux pas dire. Pour les groupes de femmes, c'est ça, il y a un enjeu de réflexion de fond et tout ça qui est moins là. On a la culture du gain, il faut faire des gains politiques, bien là il faut faire des gains, ça fait longtemps qu'on n'a pas fait de gain, donc on est déprimé. Il y a ça aussi là, il faut avancer, il faut avancer, il faut avancer. Dans le but de se faire « happer » par tout ce phénomène-là et ne pas se permettre de s'arrêter à un moment donné.

☞ Les enjeux éthiques et la sécurité liés à l'accès à l'information :

Je pense que l'enjeu là-dedans c'est la facilité d'accès à l'information. Juste pour vous donner un exemple [...] un conjoint qui veut trouver l'adresse civique [d'une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale] peut le faire sur le site Web de l'inspecteur général des institutions financières parce que toutes les coordonnées [de ces organisations] peuvent se retrouver là si [ces organisations ne font] pas les démarches [...]

☞ Un réseau alternatif d'information doit être proactif et rejoindre différents publics :

On est peut-être beaucoup en réaction aussi [...]. Peut-être trouver des façons d'être proactives plutôt qu'en réaction.

Une autre affaire aussi, on parle de réseau alternatif d'information et on parle de se créer des forums. Bien, je pense qu'une des choses qu'on a perdues, c'est par le manque de temps, c'est d'aller rejoindre le public parce que maintenant on a un message à passer et on dépend super gros des médias parce qu'on se dit la télévision, elle va rejoindre bien du monde. Mais en même temps, à un moment donné, il faut se rendre compte qu'elle ne veut pas de nous autres et, oui, il faut continuer à faire des pressions [...]

☞ Il faut sortir des sentiers battus et rejoindre un public différent que celui des milieux communautaires :

Être plus actives justement parce que je suis sûre... parce que je sais que vous faites des conférences. Vous participez à des conférences, on est toutes là, j'allais dire, pas incestueux, on est partout à la même place. Moi, je parle vraiment par exemple dans le *Voir*, dans les places non traditionnelles pour se faire connaître à ceux qui ne sont pas en contact avec le milieu communautaire, ceux qui ont même des préjugés pour le communautaire. Il y a des grossièretés dans les médias.

En plus de s'embaucher des personnes responsables de la gestion de l'information, on devrait embaucher aussi des personnes qui vont aller, pas aller faire de la prévention dans les écoles, mais

aller faire des activités. Par exemple, moi, je suis en train de penser parce qu'on parlait de quoi faire pour en réponse justement aux attaques antiféministes. Je ne le sais pas pourquoi on ne va pas, par exemple, au Festival de jazz. Un kiosque que les gens peuvent venir prendre de l'information et on va se rendre disponible aux questions et aux informations [...]

- ☞ Il est nécessaire de se rappeler l'objectif de porter et promouvoir une image plus positive des femmes et des actions des femmes :

[...] ils montent sur le pont là [...] ils peuvent dire ce qu'ils veulent, [...] contre les femmes et ça passe socialement, ça passe ! Une femme ferait la même affaire, écoute ! Elle est en psychiatrie le lendemain matin ! Écoute ! Elle serait descendue des pieds à terre par tout le monde. [...] Oui, je suis d'accord qu'il faut, oui, porter un message positif, je suis d'accord, mais que socialement, dans le rôle des hommes et des femmes, dans la compréhension populaire, on n'est pas encore à un statut d'égalité, ça, c'est clair qu'on n'est pas rendues là ! Donc, il y a beaucoup d'éducation à faire encore. Je pense que ça fait partie des solutions d'après moi l'éducation, l'éducation et encore de l'éducation.

Des actions concrètes

De façon prioritaire, des participantes ont souligné l'importance de consolider financièrement le champ de la condition féminine au CDÉACF :

J'aimerais que le financement de mission, qu'il soit consacré aussi à la condition féminine.

Le volet condition féminine est important !

Mais ça va obliger le centre de doc. à engager quelqu'une d'autre [supplémentaire] en condition féminine. On peut bien rêver.

Les ressources humaines en condition féminine sont limitées au CDÉACF. Le financement des projets/services en condition féminine au CDÉACF doit provenir du financement de mission du CDÉACF.

Et de façon plus concrète, il se dégage une multitude de propositions :

- ☞ L'une d'elles est un média alternatif pour s'assurer de passer le message souhaité :

[...] je pense qu'on a besoin, les groupes de femmes, de se développer un médium alternatif, mais pas juste papier parce que quand on manque de temps : « [vite] un petit communiqué de presse ! Ah ! Une petite entrevue à la radio ». Tu le sais [pourtant] que ton message ne va pas passer. Tout ton message que tu as dit sur les armes à feu, qu'est-ce qui va rester comme mot [?] : « ah oui ! Ça arrive souvent ! ». Avoir su que c'est ça qu'ils auraient gardé [...]

- ☞ D'autres suggèrent de rendre accessibles sur Internet des dossiers de presse thématiques :

Parce que ça te permet d'avoir un dossier de presse, supposons qu'on parle de dossier de presse thématique et sans que t'aies à le faire toi-même le dossier de presse, toujours il est fait, il est là, il

est accessible. En ligne, ce serait encore plus merveilleux ! [...] Donc ça pourrait être bien intéressant, c'est sûr, on peut limiter nos thèmes, mais par exemple, par rapport à l'anti-féminisme, ce serait drôlement intéressant pendant deux ans de répertorier pour savoir.

Monter un dossier sur l'anti-féminisme ? À mettre à jour régulièrement.

☞ Mais également de rendre plus visibles les nouvelles publications des groupes de femmes :

Donc, une revue de presse et une revue des nouveaux documents déposés dans les groupes de femmes sur différentes thématiques.

Je pense que malgré la surabondance de l'information, il y a une information vraiment pertinente et importante. Il faut qu'elle soit diffusée, c'est ce que j'en retiens de ça.

Les groupes produisent des documents : le CDÉACF pourrait ramasser les thématiques des groupes de femmes et les re-diffuser.

De plus, certaines participantes aux groupes de discussion ont partagé leurs préoccupations à l'égard de certains groupes cibles.

☞ Une participante suggère de recruter des féministes qui sont retraitées de leur milieu de travail :

Bon, je parlais de Sisyphe. Il y en aurait quatre Sisyphe avec des orientations différentes [et] moi je lirais ça facilement. Je trouve ça très pertinent. Il faut dire qu'elles sont retraitées. On fait souvent des farces : « Vous [de Sisyphe], vous êtes retraitées. Vous avez juste ça à faire : lire tout ce qui se fait en études féministes et commenter ! ». C'est vrai. Mais il y en aura de plus en plus des retraitées féministes qui savent se servir des outils d'information et qui peuvent mettre ça au service. Ça pourrait être un volet intéressant pour le CDÉACF, d'aller chercher ce genre de monde et de leur donner une tribune et des outils pour le faire.

☞ Et une autre suggère aussi de diffuser auprès des populations immigrantes pour mieux les rejoindre :

[...] il peut y avoir des activités pour les membres. Mais il peut avoir aussi des activités de diffusion qui vont permettre d'aller chercher des gens. Il y a tout un travail de démystification, une réflexion à faire là-dessus aussi. [Par exemple,] ce n'est pas une catégorie sociale la pauvreté, les pauvres et il ne faut pas oublier tous nos immigrants qui arrivent qui sont, selon les statistiques, deux fois plus scolarisés que les Canadiens nés ici, mais qu'ils vivent un état de pauvreté assez sérieux les trois, quatre, cinq, sept premières années. Mais ce n'est pas une pauvreté culturelle, c'est des gens qui ont des baccalauréats, des maîtrises, c'est des informaticiens, des médecins, des fois qui travaillent à l'usine. Donc ces gens-là sont capables de lire quand ils ont appris le français, mais tant qu'ils n'ont pas appris le français, ils vont peut-être lire les journaux de leur langue d'origine. [...] Oui, il y a un « membership », mais il y a la diffusion. Moi, je mettrais plus

l'accent sur la diffusion. Je pense qu'il y a un travail de réflexion à faire de diffusion pour aller rejoindre les groupes que traditionnellement on ne rejoint pas.

Dans un tout autre ordre d'idées, soulignons que plusieurs participantes ont lancé le même cri du cœur :

☞ Et *viva el delete* ! :

L'abolition des *spams*. On veut abolir les *spams* !

En somme, différentes approches de solution sont mises de l'avant par les participantes.

☞ L'une de ces approches consiste à déléguer le travail d'analyse à des ressources spécialisées :

Si le CDÉACF peut faire des rectifications pour nous, des analyses.

[Rendre] disponible [au CDÉACF ou dans les regroupements nationaux] quelqu'une pour rédiger nos mémoires, nos communiqués de presse.

Comme vous avez toutes les informations, on va dire : « OK ! On a besoin d'un mémoire là-dessus ! » Comme vous êtes féministes, vous allez avoir notre perspective et vous allez pouvoir [rédiger pour nous des analyses].

Une autre approche consiste à se donner des temps de rencontre pour échanger et procéder à une analyse collective. Notamment par :

☞ Une formation sur la société de l'information et les médias :

Moi, je demanderais au centre de doc. qu'il revienne sur cette notion de société d'information quand vous aurez fini votre recherche. Moi, j'aimerais bien que vous m'expliquiez qu'est-ce vous entendez avec ça parce que je reste moi, convaincue qu'on n'est pas dans une société d'information. Si vous autres vous arrivez à la conclusion que nous sommes dans une société d'information, ce serait le *fun* d'avoir votre concept en arrière parce que c'est pas parce que moi je trouve qu'on ne l'est pas, peut-être que c'est vrai qu'on est dans une société d'information.

Comment ça fonctionne les médias versus la réalité...Fonctionnement des médias (« *short and sweet* » - les messages courts, dépourvus de contextualisation) vs le vrai monde (où les enjeux sont complexes).

☞ Une formation « personnalisée » sur les usages des TIC et de la documentation pour les groupes de femmes :

Le CDÉACF peut nous aider [...], peut aider les groupes de femmes à travers un certain traitement de l'information, une certaine diffusion des outils existants, ça c'est des choses qu'on a dites, à travers aussi la promotion d'outils qui synthétisent des informations, des analyses.

Je crois que pour ces groupes de femmes (défavorisées), le CDÉACF pourrait peut-être les aider à les mettre en contact ou bien les aider à utiliser les outils d'information ou les mettre en contact avec d'autres groupes qui peuvent les aider à utiliser des moyens de formation. Aussi de diffuser de l'information sur eux et sur leurs activités au moins pour qu'ils soient reconnus par d'autres et pour qu'ils puissent aussi acquérir cette visibilité.

Tableau-synthèse des solutions pour faire face à la société de l'information

Comment garder le cap sans se noyer
dans la mer de l'information ?

Les enjeux pour les groupes de femmes

- Contribuer à l'autonomie des citoyens et des citoyennes
- Et vive la démocratie en ligne... mais pas n'importe comment !
- Contre le sexisme et le discours masculiniste anti-féministe diffusé sur Internet
- Faire passer nos messages féministes dans les médias

Des conditions préalables

- Exploiter Internet comme moyen de mobilisation féministe
- L'éducation à la citoyenneté et à la pensée critique
- Se donner du temps pour analyser
- Des ressources financières et de la formation pour réaliser des analyses collectives
- Des ressources humaines pour mieux gérer l'information
- Développer des habiletés de communication pour se donner de la crédibilité
- Mandater les regroupements nationaux
- Créer des alliances pour analyser collectivement et diffuser nos positions

Des principes d'action

- Être cohérentes : pourquoi et comment utiliser Internet ?
- Attention au contrôle et à l'exclusion
- Enjeux éthiques et la sécurité liés à l'accès à l'information
- Sortir des sentiers battus : Être proactives pour rejoindre différents publics
- Porter et promouvoir une image positive des femmes et de leur mouvement

Des actions concrètes

- Financer la mission du CDÉACF, c'est aussi financer son champ « condition féminine »
- Développer un média alternatif
- Rendre disponibles sur Internet des dossiers de presse thématiques
- Rendre visibles les nouvelles publications des groupes de femmes
- Rejoindre différents publics : recruter les retraitées et diffuser auprès des personnes immigrantes
- Fini la pollution par courriel !
- 2 approches : déléguer ou s'approprier l'analyse
 - a) Déléguer la production d'analyses à des ressources spécialisées
 - b) S'approprier l'analyse en se donnant de la formation (sur la société de l'information, sur les usages des TIC et la documentation, sur les médias)

2.4 Une analyse interprétative

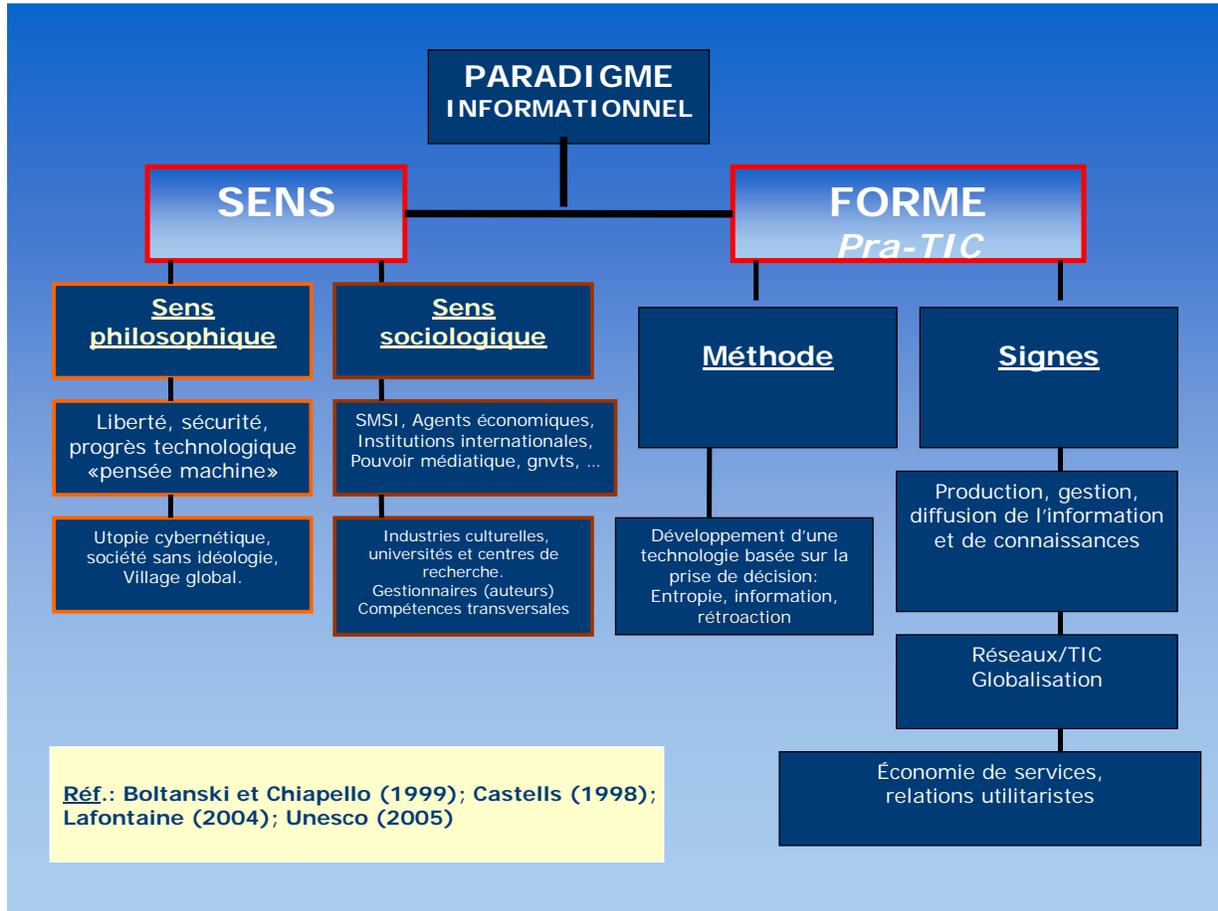
Par Sylvie Jochems

Bien que nous poursuivrons l'interprétation des résultats de cette recherche-action et que nous les diffuserons par des articles, notamment dans des revues scientifiques, il est de mise de partager quelques grandes lignes directrices de notre interprétation théorique actuelle.

Il devient maintenant plus clair que le défi est de mieux appréhender le ou les discours qui sont portés par les travailleuses et militantes des groupes de femmes. Les discours sont ces schèmes argumentaires qui non seulement décrivent mais aussi légitiment les pratiques des groupes de femmes, notamment les pratiques informationnelles. Les discours permettent de mieux saisir le sens à la fois philosophique et sociologique (Kuhn, 1983) des participantes aux groupes de discussion. Le sens philosophique est lié aux cadres d'analyse idéologiques et/ou théoriques (incluant leurs maîtres-mots et concepts-clés) que les participantes peuvent exprimer et dont elles se servent pour analyser les problèmes sociaux, culturels, politiques, économiques. Ainsi les discours permettent-ils de mieux orienter les pratiques. Le sens sociologique se rapporte quant à lui aux conditions sociopolitiques de production et de reproduction du sens philosophique. Il sous-tend l'ensemble des valeurs et principes qui fondent des groupes et regroupements. En d'autres termes, il est utile d'accorder une certaine attention aux groupes porteurs d'un discours pour mieux comprendre le poids et leurs stratégies d'influence.

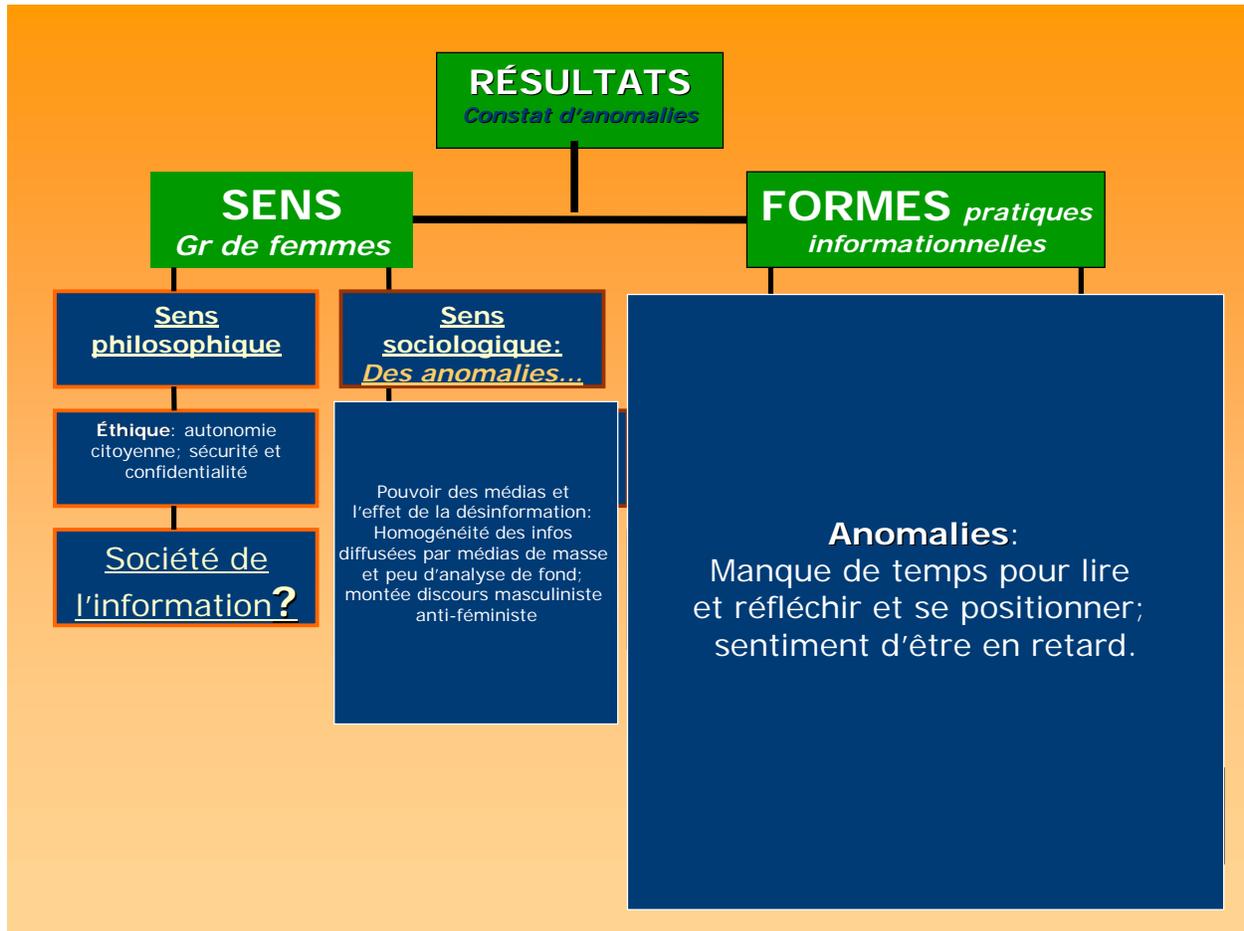
Précisons alors que le discours dominant sur la société de l'information est actuellement porté par des représentants de gouvernements et du marché économique mondial. Le sens philosophique est davantage lié à une vision utilitariste du développement et trouve des affinités certaines avec les discours du néolibéralisme et de la cybernétique.

Paradigme informationnel : Diapositive #17 extraite de la communication présentée au colloque « Des espaces bien à elles : les femmes dans l'économie et la société du savoir », Edmonton, Alberta, 2 mai 2007



Les participantes aux groupes de discussion en ont long à dire sur les anomalies et contradictions du modèle dominant actuel qui leur fait vivre le problème de la surabondance de l'information.

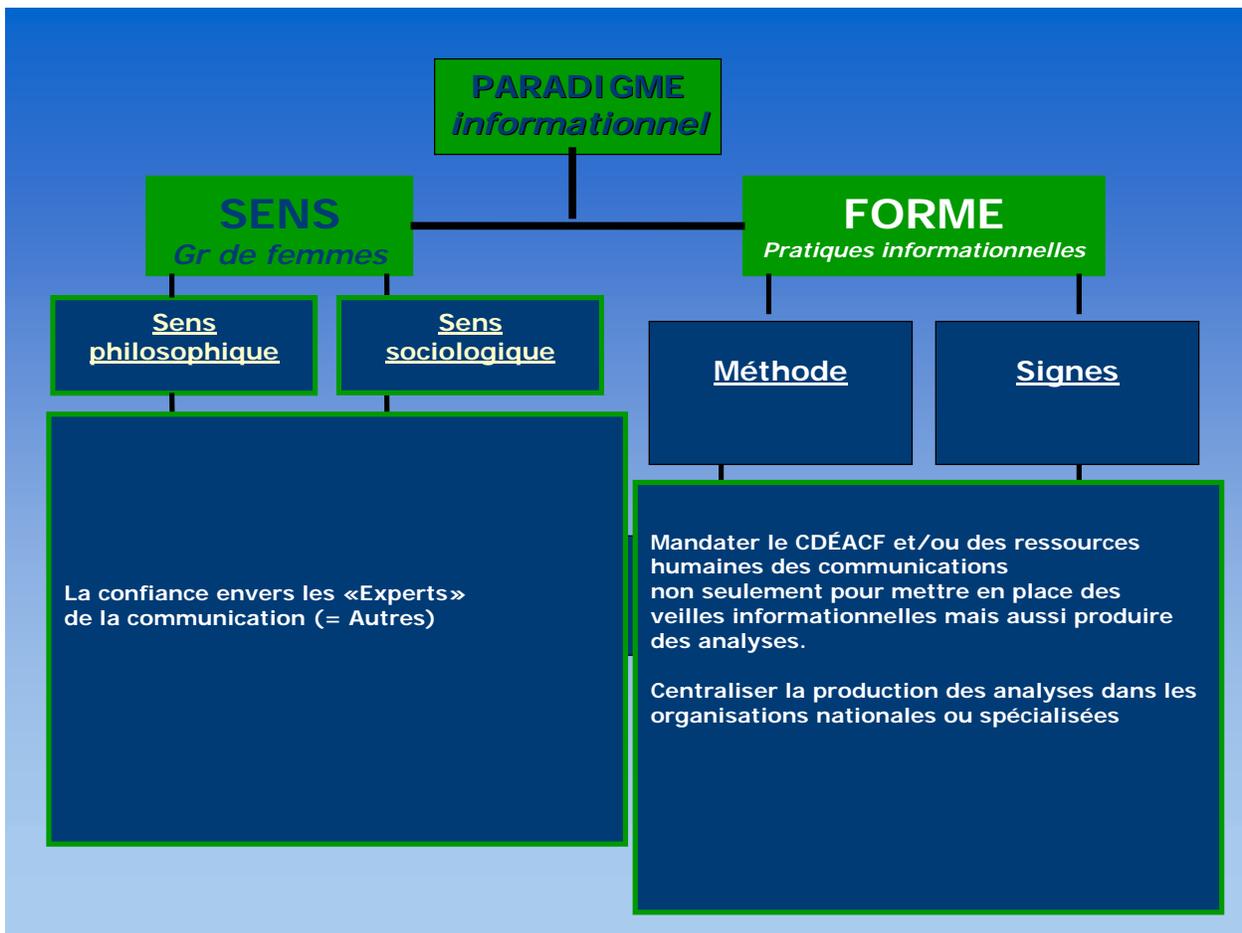
Paradigme informationnel : Diapositive #16 extraite de la communication présentée au colloque « Des espaces bien à elles : les femmes dans l'économie et la société du savoir », Edmonton, Alberta, 2 mai 2007



Toutefois, au terme d'une première analyse, il semble que les participantes ne reprennent pas de contre-discours sur la société de l'information aussi aisément que les contre-discours à l'égard des systèmes patriarcaux et capitalistes. En d'autres termes, il était beaucoup plus facile pour les participantes des groupes de discussion de discuter sur la conjoncture patriarcale et capitaliste pour expliquer les problèmes et enjeux des groupes de femmes. Mais la réflexion sur la conjoncture informationnelle mondiale en est manifestement à ses débuts dans les milieux féministes et communautaires. Qu'est-ce que la société de l'information ? est une question tout à fait nouvelle et actuelle.

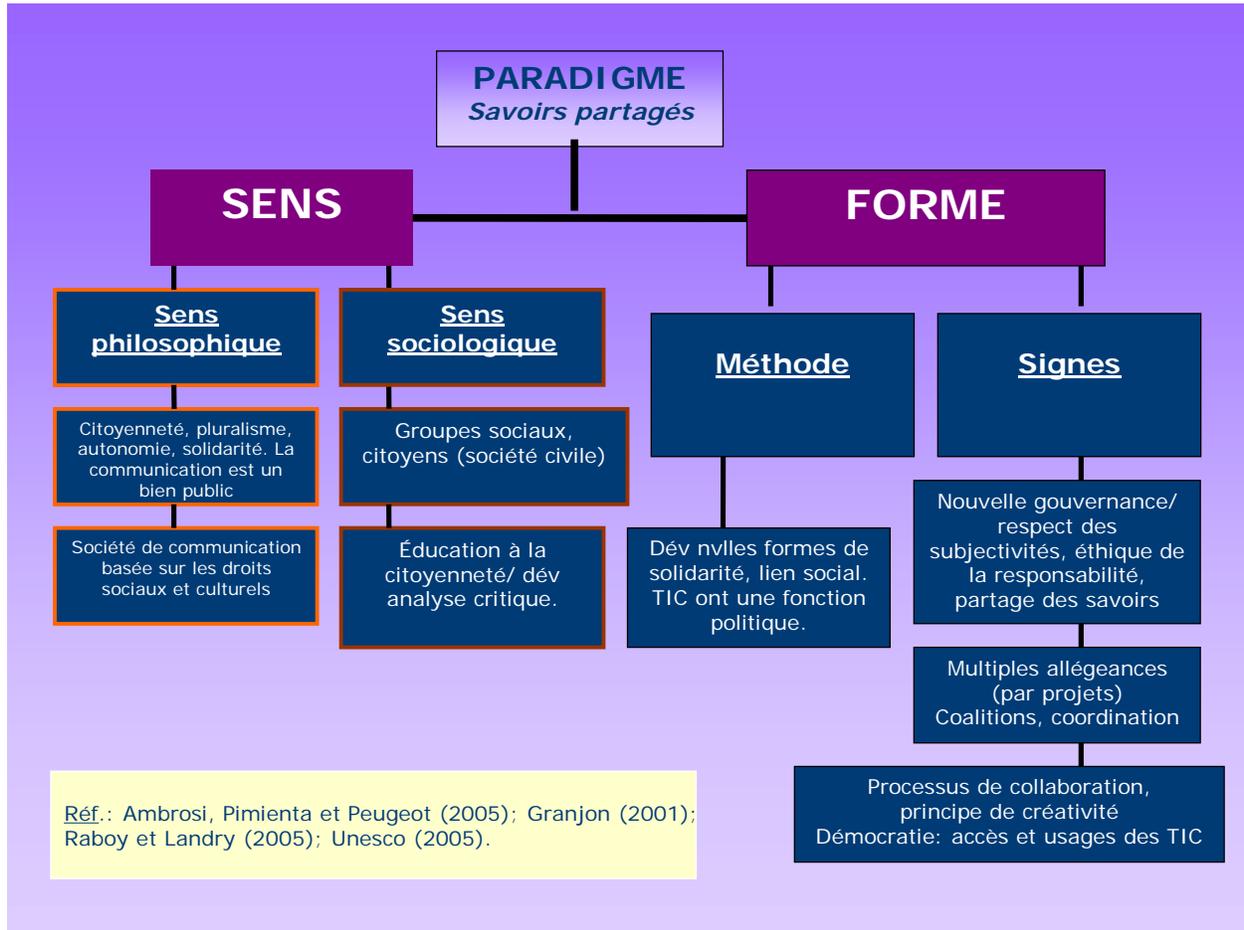
D'autre part, face à ces anomalies, plusieurs proposent spontanément des solutions axées sur la gestion et ce, en déléguant cette fonction à des experts, des personnes ou organisations spécialisées. Nous proposons d'ajouter une réflexion sur le recours par les groupes de femmes à une expertise externe aux groupes de femmes en matière d'information, de communication et de documentation : Ne serait-ce pas là un piège anti-démocratique ? La concentration et le traitement de l'information hors des groupes de femmes (le tri de l'information qui précède la diffusion) dépouilleraient-ils peu à peu les actrices féministes de leurs droits et pouvoir ?

Paradigme informationnel : Diapositive #18 extraite de la communication présentée au colloque « Des espaces bien à elles : les femmes dans l'économie et la société du savoir », Edmonton, Alberta, 2 mai 2007



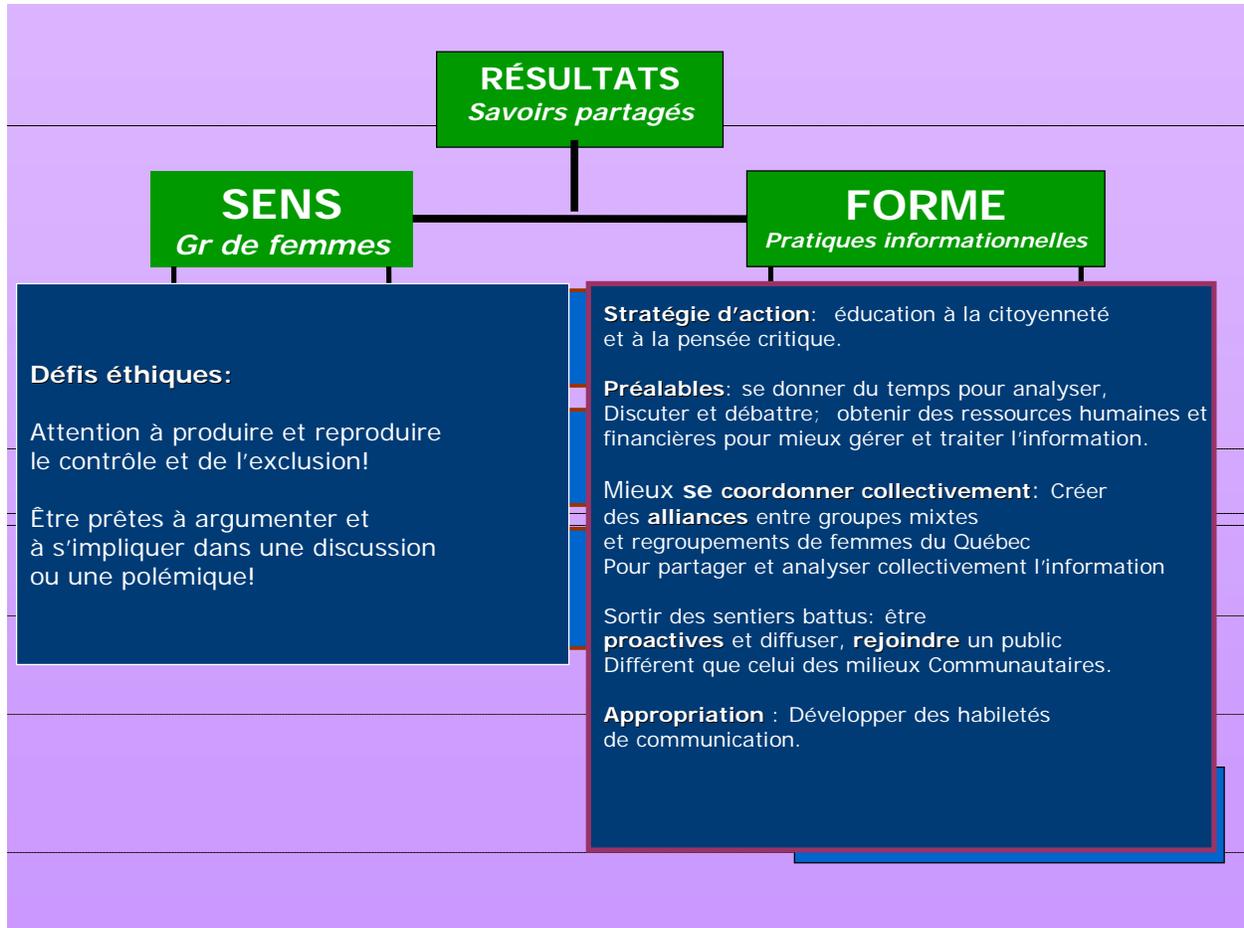
Cela dit, il est intéressant de rappeler que des acteurs de la société civile ont développé un contre-discours à la société de l'information en proposant des sociétés de savoirs partagés.

Paradigme informationnel : Diapositive #19 extraite de la communication présentée au colloque « Des espaces bien à elles : les femmes dans l'économie et la société du savoir », Edmonton, Alberta, 2 mai 2007



Or, les groupes de discussion réalisés dans cette recherche-action ont permis de saisir que les participantes souhaitent davantage de solutions collectives qui se rapprochent des principes et valeurs du paradigme des savoirs partagés. En outre, il s'agit de : l'appropriation du processus d'action par les travailleuses et militantes des groupes de femmes (développement d'habiletés) ; l'autoproduction des informations et analyses ; la pluralité des opinions et respect des diverses expériences ; et, un processus informationnel et décisionnel davantage collaboratif et décentralisé.

Paradigme informationnel : Diapositive #20 extraite de la communication présentée au colloque « Des espaces bien à elles : les femmes dans l'économie et la société du savoir », Edmonton, Alberta, 2 mai 2007



En somme, des groupes de femmes membres du CDÉACF tentent manifestement de s'inclure dans cette mouvance :

Dans des sociétés du savoir, les valeurs et les pratiques de créativité et d'innovation joueront un rôle important, ne serait-ce que par leur capacité à remettre en cause les modèles existants, afin de mieux répondre aux besoins nouveaux des sociétés. La créativité et l'innovation conduisent également à promouvoir des processus de collaboration d'un type nouveau, qui se sont déjà révélés particulièrement fructueux. (Ambrosi, Pimienta et Peugeot, 2005).

SECTION 3 : L'ACTION

Ce projet a été conçu dès le départ comme étant une recherche-action : un projet exploratoire en interaction continue entre les volets recherche et action. Une recherche dont les résultats devaient servir à élaborer un plan d'action qui jetterait les bases de nouvelles orientations pour le CDÉACF dans le champ de la condition féminine. À la conclusion d'un processus collectif de planification, de cueillette de données, d'analyse et d'interprétation des résultats, le CDÉACF est désormais en mesure de développer un projet-pilote à partir d'un plan d'action dont il s'est doté et dont suivent les lignes directrices ci-dessous.

Une approche solidaire, la création de réseaux et la prise de décision collective à toutes les étapes : voilà un autre principe d'une recherche-action qui s'est concrétisé par le biais de ce projet. Les échanges, les discussions, les réflexions collectives font partie intégrante d'une démarche de recherche-action. De nombreuses occasions de communications se sont présentées tout au long de ce projet : des expériences qui ont contribué à consolider et à enrichir les processus et l'analyse des résultats obtenus. Nous en parlerons plus loin dans cette section.

3.1 Planifier

Les pistes d'action ont mené à l'élaboration d'un plan d'action pour la réalisation d'un projet-pilote en 2007-2008 :

PISTE D'ACTION #1

Consolider, améliorer, promouvoir et favoriser l'appropriation des services existants du CDÉACF en condition féminine auprès de / par les groupes de femmes membres et non membres du CDÉACF.

Volets consolidation et amélioration des services existants :

- ☞ Listes et Bulletin NetFemmes :
 - Fractionner la liste NetFemmes, par thèmes
 - Améliorer la présentation du Bulletin, le raccourcir

- ☞ Demande de financement au programme Promotion de la femme, Condition féminine Canada
- ☞ Élaboration et mise en ligne d'un outil de sondage et d'évaluation des listes et du Bulletin NetFemmes
- ☞ Refonte du site Web NetFemmes, en tenant compte des normes d'accessibilité et de l'intégration avec le logiciel de gestion des informations bibliographiques des collections documentaires, et notamment en mettant à jour et en consolidant le répertoire des groupes de femmes

Volets promotion et appropriation des services existants :

- ☞ Afin de faire connaître l'usage du calendrier des activités de NetFemmes, de la rubrique « Actualités » du site de NetFemmes, de la liste de discussion NetFemmes et des collections virtuelles et imprimées en condition féminine :
 - Profiter des congrès / assemblées annuelles des groupes pour leur inviter à nous recevoir, de sorte à ce qu'on présente les services documentaires en condition féminine à leurs membres
 - En faire la promotion régulièrement
- ☞ Développer et diffuser un outil de format passe-partout : en plus de le diffuser nous-mêmes, demander aux regroupements féministes de le diffuser dans leurs envois et à l'occasion de leurs rencontres avec les groupes de femmes
- ☞ Préparer et lancer une campagne pour le « dépôt féministe », avec la collaboration des regroupements canadiens, québécois et régionaux ainsi que des instances publiques pertinentes
- ☞ Offrir des visites guidées du CDÉACF aux groupes de femmes
- ☞ Proposer un article sur les services informationnels à *La Gazette des femmes*

PISTE D'ACTION #2

Développer des outils en soutien aux groupes de femmes, dans leurs pratiques en matière de gestion de l'information et de la documentation
--

- ☞ Réactiver le projet de développement d'une base de données en ligne sur la recherche et l'action féministe francophone
- ☞ Développer un document d'outils pratiques en matière de gestion documentaire et gestion de l'information

PISTE D'ACTION #3

Mettre en place des lieux d'échanges et d'analyse : des pratiques informationnelles et documentaires ; et des enjeux pour les groupes de femmes dans la société de l'information
--

- ☞ Organiser un forum sur la surabondance de l'information et la place des groupes de femmes dans la société de l'information, afin d'outiller les groupes de femmes et d'approfondir l'analyse de la société de l'information et les besoins et pratiques des groupes de femmes dans ce contexte-là

En décembre 2006, le plan d'action a été finalisé et les discussions ont été entamées afin d'élaborer et de soumettre un projet d'initiative au programme Promotion de la femme, Condition féminine Canada.

3.2 S'allier

Cette recherche-action a été l'occasion de concrétiser nombre d'alliances. Au premier plan, le partenariat entre le CDÉACF et la professeure et l'adjointe de recherche de l'UQAM a permis d'aborder collectivement les enjeux, de cerner les pratiques, de réfléchir et planifier ensemble. Source indéfectible de soutien et de conseils, le comité consultatif a été un lieu d'échange, de concertation, de débat, de feedback, de création de liens et de diffusion au sujet du projet. Les principes féministes d'égalité et de démocratie ont animé les processus de travail liés à cette recherche-action, que ce soit au sein de l'équipe de recherche ou au comité consultatif. Le fait que la Présidente du CDÉACF ait été membre du comité consultatif a favorisé la communication entre les deux instances et a témoigné de l'importance du projet pour ses membres.

L'existence même du comité consultatif a favorisé la création de liens entre des groupes de femmes sur les enjeux de la société de l'information pour les groupes de femmes, et nous croyons que des réflexions et des questions ont été suscitées au sein des organismes membres sur ces mêmes enjeux, pour la première fois au Québec.

Le défi majeur lié à la réalisation de cette recherche-action a été le facteur temps. L'échéancier a été ajusté à quelques reprises, en fonction des exigences, des contraintes et des limites des partenaires du projet. Au tout début du projet, voici maintenant deux ans, on ne pouvait tout prévoir, et déjà à la première rencontre du comité consultatif, les membres avaient affirmé l'importance de se donner le temps nécessaire à la réalisation efficace du projet. Les résultats témoignent de ce processus efficace et constructif.

3.3 Communiquer

L'année 2006-2007 a été une année de visibilité de la recherche-action : deux communications au 74^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), présentation dans le cadre de l'Université féministe d'été, communications à Québec et à Edmonton et développement et mise en ligne de la page Web du projet : <http://www.netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/>. Notamment, à cette page Web se trouvent les résumés et les références aux communications effectuées dans le cadre du projet. Nous en faisons ci-après une liste bibliographique.

Rapports de recherche

Jochems, Sylvie, Katherine Macnaughton-Osler et Marie-Claude Laberge (2006). « Quel avenir pour le mouvement des femmes dans la société du savoir ? Recherche-action sur les pratiques informationnelles et les besoins des groupes de femmes membres du CDÉACF », Rapport synthèse préliminaire présenté au comité consultatif. Disponible en ligne à : <http://netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/projet.php>

Jochems, Sylvie, Katherine Macnaughton-Osler et Marie-Claude Laberge (2007). « Surfer sur la mer de l'information, ou comment garder le cap sans se noyer - Les pratiques informationnelles des groupes de femmes dans la société de l'information : rapport de recherche-action sur les besoins et les pratiques des membres du CDÉACF », Rapport de recherche déposé au CDÉACF. Disponible en ligne à : <http://netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/projet.php>

Communications

Jochems, Sylvie et Katherine Macnaughton-Osler (15 mai 2006). « L'avenir pour le mouvement des femmes dans la société du savoir. Recherche-action sur les besoins et les pratiques informationnelles des groupes de femmes membres du CDÉACF », communication présentée à la discipline 419 Travail social, Congrès ACFAS. Résumé disponible en ligne à : <http://netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/projet.php>

Jochems, Sylvie et Katherine Macnaughton-Osler (18 mai 2006). « L'avenir pour le mouvement des femmes dans la société du savoir. Recherche-action sur les besoins et les pratiques informationnelles des groupes de femmes membres du CDÉACF », communication présentée au colloque 407 *Interroger la société de l'information*, Congrès ACFAS. Résumé disponible en ligne à : <http://netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/projet.php>

Jochems, Sylvie, Katherine Macnaughton-Osler et Marie-Claude Laberge (7 juin 2006). « L'avenir pour le mouvement des femmes dans la société du savoir. Recherche-action sur les besoins et les pratiques informationnelles des groupes de femmes membres du CDÉACF », communication présentée à l'Université féministe d'été, Ste-Foy, Université Laval. Présentation disponible en ligne à : <http://netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/projet.php>

Jochems, Sylvie (9 nov. 2006). Conférence sous invitation « Les pratiques informationnelles des groupes de femmes membres du CDÉACF : NetFemmes et la recherche-action », Panel « Femmes et médias : pratiques, récits d'expérience et (ré)appropriation » dans le cadre du colloque *Les médias communautaires résistent et signent !*, Bibliothèque Gabrielle-Roy, Québec. Présentation disponible en ligne à : <http://netfemmes.CDEACF.ca/pratinfos/projet.php>

Jochems, Sylvie, Katherine Macnaughton-Osler et Marie-Claude Laberge (2 mai 2007). « Quel projet : société du savoir ou de l'information ? Recherche-action sur les pratiques informationnelles des groupes de femmes du Québec », communication présentée au Colloque *Des espaces bien à elles : les femmes dans la société et l'économie du savoir*, Edmonton, Université de l'Alberta.

Jochems, Sylvie (juillet 2007). « De Gutenberg à Bill Gates : les enjeux de la société de l'information pour les mouvements sociaux notamment celui des femmes au Québec », texte de la communication présentée dans le cadre du 2^e congrès international des formateurs et formatrices de l'intervention sociale : *Quelles formations aux métiers du social pour quel travail social ?*, Namur (Belgique).

Jochems, S. et K. Macnaughton-Osler (19 octobre 2007). « Pra-TIC des groupes de femmes du Québec : une parole engagée », communication présentée sous invitation de Mme Josette Brun au séminaire *Parole des femmes, silence des médias ? La culture d'expression française en Amérique du Nord de la Nouvelle-France à nos jours* de la Chaire d'études françaises nord américaine (CEFAN), Université Laval, Québec.

Revue

Jochems, Sylvie et Maryse Rivard (sous la direction de) (oct. 2008). Dossier « TIC et citoyenneté : de nouvelles pratiques sociales dans la société de l'information », revue *Nouvelles Pratiques Sociales*, 21(1). Appel à contributions disponible en ligne à : <http://www.CDEACF.ca/documents/Appel21.1.pdf>

Jochems, Sylvie, Katherine Macnaughton-Osler et Marie-Claude Laberge (oct. 2008 à confirmer). « Quel avenir pour le mouvement des femmes dans la société du savoir ? Recherche-action sur les pratiques informationnelles et les besoins des groupes de femmes membres du CDÉACF », dans *Nouvelles Pratiques Sociales*, 21(1).

CONCLUSION

Bien que cette recherche-action ne soit qu'une exploration des besoins et des pratiques informationnelles, elle a tout de même conduit à une première analyse du sens et des formes des pratiques informationnelles des groupes de femmes du Québec membres du CDÉACF. Au terme de ce processus partenarial, des réponses ont été formulées collectivement. Ce projet annonce donc de l'espoir pour le champ « condition féminine » au CDÉACF.

Un processus qui conduit à des fiertés

Malgré le fait que plusieurs subventions, somme toute assez modestes, aient été obtenues dans un contexte financier difficile, l'une des plus grandes fiertés est le fait qu'un plan d'action détaillé ait été discuté, adopté collectivement et est maintenant en voie de réalisation.

Deuxièmement, soulignons que l'équipe de recherche et la coordonnatrice du projet tenaient à appliquer des principes féministes tout au long de ce projet. Ainsi, la collaboration réelle avec les groupes de femmes membres du CDÉACF est sans nul doute l'un des points positifs les plus marquants. D'ailleurs, les membres du comité consultatif se sont approprié ce projet en sollicitant des rencontres supplémentaires, non prévues au calendrier de départ. Elles tenaient à s'impliquer dans la réflexion collective et à suggérer des solutions qui puissent mener à l'action. Ce qui est non négligeable en soi !

De plus, un partenariat très respectueux s'est aussi instauré entre la coordonnatrice du projet pour le CDÉACF et l'équipe de recherche de l'UQAM / IREF. Les rencontres se sont tenues tour à tour chez les unes et chez les autres dans un esprit convivial tout à fait propice à la synergie et à la créativité collective. D'ailleurs, toutes les communications se sont réalisées en équipe. Elles constituaient des occasions d'analyser et de partager les interprétations respectives pour ainsi assurer de diffuser plus largement un message clair et cohérent. C'est dans cette ambiance que l'intégration d'une étudiante de 2e cycle à titre d'adjointe de recherche fut une expérience de travail très satisfaisante.

En somme, cette recherche-action a contribué à consolider le champ de la condition féminine au CDÉACF. D'abord, ce projet a sans contredit permis à la fois aux membres du conseil

d'administration et aux groupes de femmes membres du CDÉACF de se pencher sur les enjeux et défis auxquels le champ de la condition féminine fait actuellement face. De plus, ce rapport de recherche-action sera un outil essentiel sur lequel se baseront toutes demandes d'aide financière que le CDÉACF pourra adresser à des bailleurs de fonds. En voici d'ailleurs les faits saillants.

Des réponses à des questions

Ce projet a été d'un grand éclairage sur les besoins des groupes de femmes membres du CDÉACF. Et ces réponses ont donc pu être traduites par trois pistes d'action.

Besoin des services du CDÉACF

Deux constats majeurs méritent d'être rapportés ici. Les groupes de femmes répondants utilisent peu les services du CDÉACF en matière d'information et de documentation. Toutefois, les groupes de femmes répondants qui utilisent les services du CDÉACF affirment en être satisfaits ou même très satisfaits. C'est pourquoi la piste d'action #1 est axée sur la consolidation, l'amélioration, la promotion et l'appropriation des services du CDÉACF auprès et par les groupes de femmes qui en sont membres.

Inondées par la vague de l'information

Le point marquant de cette recherche est que 17 répondantes sur 20 affirment que les travailleuses de leur organisme vivent le phénomène de la surabondance de l'information. Elles décrivent ce phénomène par la trop grande quantité d'information et de documentation qui affluent dans leur travail. Bien qu'elles déplorent l'absence de prétraitement de l'information pour une meilleure diffusion dans leurs réseaux d'information, plusieurs participantes aux groupes de discussion admettent qu'il est difficile de prioriser l'information au regard de leurs fonctions et leurs missions sociales respectives. Elles ont souvent insisté dans les groupes de discussion sur le fait que les travailleuses et les militantes des groupes de femmes n'ont pas le temps de lire, de réfléchir, d'analyser l'information et encore moins de diffuser leurs positions critiques.

Or, comment séparer « l'essentiel de l'accessoire » ? L'une des clés de solution résiderait dans l'organisation du travail des groupes de femmes. La gestion de l'information nécessite maintenant de nouvelles ressources qu'elles soient financières, informatiques et même humaines.

C'est pourquoi la piste d'action #2 a été orientée vers le développement d'outils de gestion de l'information et de la documentation, en soutien aux groupes de femmes.

Courir après l'information féministe

Si les répondantes peuvent être déprimées et angoissées par le flot d'informations, elles sont encore malgré tout à la recherche d'information qui leur seraient utiles pour leur travail féministe : « Au niveau des analyses et des débats, au contraire, je parle de sous-abondance. Même, d'une certaine pauvreté du matériel informationnel en terme d'analyses féministes et en termes de débats féministes», affirme l'une des participantes aux groupes de discussion.

Il faut alors retenir que les participantes à cette recherche-action souhaitent davantage produire, diffuser et avoir accès à des analyses féministes d'une part. Elles déplorent que le traitement médiatique des enjeux qui touchent les femmes et les groupes de femmes leur soit souvent défavorable. Elles s'inquiètent également qu'un certain discours anti-féministe prenne de plus en plus de place au sein des médias de masse et rejoigne aussi facilement le grand public. Aussi, est-il plus que jamais nécessaire de poser un regard critique et féministe sur l'information. Et d'autre part, les groupes de femmes doivent se concerter, réfléchir ensemble, partager leurs expériences liées à la société de l'information afin d'identifier ensemble des pistes de solutions.

C'est pourquoi la piste d'action #3 vise à mettre en place des lieux d'échanges et d'analyse sur les pratiques informationnelles et documentaires d'une part et sur les enjeux pour les groupes de femmes dans la société de l'information, d'autre part.

Garder le cap

Bien sûr, beaucoup de travail reste à faire. D'une part, la diffusion des résultats de cette recherche-action doit rejoindre différents milieux :

- Rejoindre les réseaux féministes et les spécialistes de l'information : transmettre le rapport aux groupes de femmes participants à cette recherche-action ; numériser le rapport au CDÉACF et l'inclure dans la bibliothèque virtuelle du CDÉACF ; diffuser les résultats de la recherche-action sur des réseaux tels que NetFemmes, PAR-L, Cybersolidaires et Sisyphe, WomenAction, les Pénélopes, la conférence Know-How, l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED) ; IFLA (The

International Federation of Library Associations and Institutions), Alliance pour le progrès des communications (APC) et GenderIT ;

- Rejoindre les milieux académiques et scientifiques : publier un article scientifique notamment dans la revue *Nouvelles Pratiques Sociales* ; réaliser deux communications scientifiques : au Congrès international en travail, à Namur, Belgique en juillet 2007 ; au séminaire *Parole des femmes, silence des médias ? La culture d'expression française en Amérique du Nord de la Nouvelle-France à nos jours* de la Chaire d'études françaises nord-américaine (CEFAN), Université Laval, Québec en octobre 2007 ; informer les membres de ces milieux via leurs bulletins de liaison internes ;
- Rejoindre les milieux de l'action communautaire et du travail social : transmettre le rapport aux organismes partenaires du CDÉACF qui travaillent déjà sur ces questions tels que Communautaire et l'ICEA ; diffuser les résultats de cette recherche-action à travers des réseaux tels que ceux du Regroupement des intervenantes et intervenants en action communautaire en CLSC et en Centres de santé (RQIIAC) et la liste en travail social et organisation communautaire (TravSoc).

D'autre part, le plan d'action devra être réalisé, sous la forme d'un projet-pilote :

- Mettre à contribution le partenariat actif des groupes de femmes pour la réalisation du projet-pilote ;
- Évaluer rigoureusement et collectivement la mise en œuvre du projet-pilote et l'ajuster au besoin ;
- Mettre en place un modèle d'intervention en matière d'information et de documentation qui réponde aux besoins des groupes de femmes.

Que d'actions à mener, de solidarités à consolider et de nouveaux liens à créer! Les bases sont solides et les résultats le prouvent : les femmes en ont long à dire sur leurs expériences en tant qu'actrices de la société de l'information, et leurs besoins dans ce contexte-là. Elles mettent de l'avant des solutions qui serviront de canevas à l'action du CDÉACF en matière de condition féminine pour les années à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- AMBROSI, A., PIMIANTA, D. et V. PEUGEOT (dir.) (2005). *Enjeux de mots : regards multiculturels sur les sociétés de l'information*, C et F Éditions. Disponible en ligne à : http://www.vecam.org/article.php3?id_article=603&nemo=edm (consulté en juin 2006).
- BALKA, Ellen (1997a). *Computer Networking : Spinsters on the Web, Resources for Research and Action*, CRIAW/ICREF, [www3.sympatico.ca/criaw] ;
- BALKA, Ellen (1997b). *Viewing Universal Access through a Gendered Lens*, Simon Fraser University, [www.fis.utoronto.ca/research/iprp/ua/]
- BELL, Daniel (1973). *The Coming of Post-industrial Society : Aventure in Social Forecasting*, New-York, Basic Books.
- BOLTANSKI, L. et CHIAPPELLO, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 843 p.
- BOUCHARD, Louise (2001). « Travail social et technologies de l'information et des communications », dans Dorvil, H. et R. Mayer (eds) *Problèmes sociaux*, Tome II : études de cas et interventions sociales, Presses de l'université du Québec : 251-274.
- CASTELLS, Manuel (1998). Tome I : « La société en réseaux » dans *L'ère de l'information*, Fayard, 613 p.
- CDÉACF Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (2004). *L'éducation, la formation, les TIC et l'information : outils pour l'égalité entre les femmes et les hommes : mémoire présenté à la Commission des affaires sociales dans le cadre de la Consultation publique québécoise « Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes »*. Disponible à l'adresse suivante : Internet : http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/2004_12_0001.pdf
- CDÉACF Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (2004). *Les groupes de femmes dans la société de l'information : prendre notre place poliTIC*. Disponible à l'adresse suivante : http://bv.cdeacf.ca/documents/HTML/2004_10_0001.htm (version HTML) et http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/2004_10_0001.pdf (version PDF)
- CEFRIO Centre francophone d'informatisation des organisations (2004). *NetTendances 2004, utilisation d'Internet au Québec*, Rapport abrégé, 49 pages. Disponible en ligne à : http://www.cefrio.qc.ca/rapports/Rapport_abrege_NETendances2004.pdf
- CEFRIO Centre francophone d'informatisation des organisations (2004). *NetTendances 2004, Les Québécoises et Internet*.
- COMMUNAUTIQUE (2007). *Le point de vue des groupes communautaires : Rapport synthèse sur les consultations de Communautique sur le projet gouvernemental de gouvernement et de démocratie en ligne*. Disponible en ligne à : <http://www.communautique.qc.ca/reflexion-et-enjeux/internet-citoyen/rapport-synthese-consultations.html>

- COMMUNAUTIQUE (2001). *Le monde communautaire et Internet : Défis, obstacles et espoirs*, Rapport d'enquête. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.communautaire.qc.ca/reflexion-et-enjeux/appropriation/monde-communautaire.html>
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1996). *Infemmes, avez-vous dit ?*, Mémoire présenté à la Commission de la culture lors de la consultation sur les enjeux du développement de l'information québécoise, Gouvernement du Québec, p. 8.
- DUQUE, Nina (1998). *Recherche sur les impacts des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) dans les groupes de femmes du Québec : difficultés et potentiel*, dans le cadre du projet *Internet au Féminin*, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, Relais-Femmes, 32 pages.
- GRANJON, F. (2001). *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*. Éditions Apogée.
- HUYER, Sophia (2005). *Les femmes dans la société de l'information*. In *De la fracture numérique aux perspectives numériques*. Montréal : Orbicom, Réseau des chaires UNESCO en communication. Disponible en ligne à http://www.orbicom.ca/media/projets/2005_wis_fr.pdf
- KERGOAT, Danièle et al. (1992). *Les infirmières et leur coordination 1988-1989*, Editions Lamarre, 192 pages.
- KUHN, Thomas (1983). *La structure des révolutions scientifiques*, coll. Champs aux éditions Flammarion, 1ère édition en 1960, 284 pages.
- LAFONTAINE, Céline (2004). *L'empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine*, Seuil, 236 pages.
- LAMOUREUX, Henri (2003). *Éthique, travail social et action communautaire*, Presses de l'université du Québec.
- LELIÈVRE, Colette (1998). *L'accès à Internet, certainement, mais pas n'importe comment !*, Montréal : StudioXX. Disponible en ligne : <http://projets.studioxx.org/projets/TaT/francais/rapPrem.html>
- MATTELART, Armand (2001). *Histoire de la société de l'information*, Collection Repères, éditions La Découverte, 124 pages.
- MILLERAND, Florence (1999a). *Usages des NTIC ; les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation*, essai-synthèse présenté dans le cadre du programme de doctorat en communication à l'UQAM. Disponible en ligne : http://composite.uqam.ca/98.1/articles/ntic_1.htm
- MILLERAND, Florence (1999b). *Les TIC et les femmes : bibliographie critique annotée*, étude réalisée dans le cadre du projet *Internet au Féminin*. Disponible en ligne à : <http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/bibliofemmes.html>.
- NEVEU, Éric (2002). *Sociologie des mouvements sociaux*, Éditions La Découverte, 122 pages.
- PELLETIER, Francine et al. (1997). *Rapport de l'étude de besoins*, Un projet de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) et de la Puce communautaire. En ligne à : <http://www.communautaire.qc.ca/>

PETRELLA, Riccardo (1996). *Le bien commun. Eloge de la solidarité*, éditions Labor, collection quartier libre, 93 pages.

POLLOCK, Scarlet et Joe SUTTON (2003). *Les femmes et l'Internet : Participation, impact, autonomisation et stratégies*, Rapport de la consultation, Womenspace association. En ligne à : <http://womynsvoices.ca/fr/node/153>

PROULX, Serge (2002).. « Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale » dans Jauréguiberry, Francis et Serge Proulx (eds) *Internet, nouvel espace citoyen ?*, Collection Logiques sociales, Paris : Éditions L'Harmattan.

RABOY, Marc et Normand LANDRY (2004). *La communication au cœur de la gouvernance globale. Enjeux et perspectives de la société civile au Sommet mondial sur la société de l'information*, Département de communication, université d Monréal, 204 pages.

REGAN SHADE, Leslie (1996). *Rapport sur l'utilisation d'Internet par les groupes de femmes au Canada*, Programme de promotion de la femme et Condition féminine Canada, 159 pages.

TOURAINÉ, Alain (1978). *La Voix et le Regard*, Éditions du Seuil, 309 pages.

UNESCO (2005). *Vers les sociétés du savoir*, rapport mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Editions UNESCO, 221 pages.

WOLTON, Dominique (2002). « Fracture numérique ou facture numérique ? », in Jauréguiberry, F. et S. Proulx (eds), *Internet, nouvel espace citoyen ?*, L'Harmattan.

ANNEXE 1 : Petite histoire des projets en condition féminine au CDÉACF

En **1994**, les groupes de femmes francophones membres du Groupe des Treize, préparent la 4^{ième} conférence mondiale sur les femmes à Beijing (Pékin). Constatant que la communication est essentielle à la préparation d'une telle rencontre et utile à la collaboration entre les groupes, elles demandent au CDÉACF d'assurer la communication entre les groupes de femmes ayant le français en partage pendant la préparation et le suivi de cet événement. Les coûts et les délais qu'exigent l'envoi de communications imprimées poussent le CDÉACF à explorer les alternatives possibles pour améliorer les communication entre les groupes, particulièrement du côté d'Internet.

En **1996**, le CDÉACF mène un projet-pilote impliquant une dizaine de regroupements de groupes de femmes. Les déléguées apprennent à naviguer et à échanger des courriels lors de courtes sessions d'initiation. Suite à ce projet, neuf des dix regroupements se branchent et utilisent Internet. L'évaluation par les groupes participants est fort positive, et confirme la pertinence de la création d'un réseau Internet pour les femmes.

En **1997**, le CDÉACF, en partenariat avec le Groupe des Treize (la table de concertation des regroupements féministes québécois), se lance dans l'aventure *Internet au féminin*. Ce mégaprojet qui est échelonné sur trois ans favorise la création du site NetFemmes. Ce site se présente comme le « réseau » des femmes, il contient un nombre impressionnant de ressources permettant aux femmes de se retrouver, de se lire et d'afficher des informations sur le mouvement. Il est doté d'une section actualités, d'un calendrier, de répertoires de groupes et de chercheuses, de catalogues documentaires féministes ainsi que d'une bibliothèque virtuelle. Mais un site ne sert à rien si les femmes ne sont pas en mesure de le consulter. Internet au féminin devait aussi s'intéresser au branchement et à l'initiation. Alors les formatrices du CDÉACF sillonnent le Québec afin de former les groupes de femmes. La première liste de discussion du réseau est créée à cette occasion. Elle soutient l'apprentissage des 213 femmes formées et permet de tisser des liens entre chercheuses et militantes féministes.

En **1999**, diversification des activités ! D'un côté, le CDÉACF continue à travailler sur l'accès au réseau. Appuyé par le comité consultatif Internet au féminin, obtient le mandat d' « organisme d'exécution » du programme Volnet d'Industrie Canada. Ainsi, 102 groupes de femmes sont branchés et reçoivent une formation gratuite et un équipement subventionné. De l'autre côté, il développe une formation de création et de diffusion de sites Web, faite sur mesure pour les groupes de femmes en collaboration avec l'Université de Montréal. La formation *Diffuser sur le Web* a été offerte à 90 femmes de 12 régions du Québec.

On y aborde toutes les facettes de la mise en oeuvre d'un site, de la planification à la rédaction, la programmation et la mise en ligne, en passant par le référencement et les coûts. Par la suite, c'est par le projet *Autonomie à la diffusion de l'information sur Internet (ADI)* que la liste de discussion « Techno » prend son essor.

En **2000**, l'année de la conférence internationale de l'ONU, NetFemmes offre aux femmes la couverture des rencontres préparatoires et de la conférence ainsi que le guide « Beijing + 5 ». L'an 2000 marque aussi le début d'une collaboration au sein de l'alliance WomenAction. Face à un paysage médiatique qui laisse peu de place aux femmes, le CDÉACF s'implique activement au sein du réseau mondial d'information, de communication et de médias.

En **2001**, l'utilisation d'Internet est de plus en plus répandue parmi les groupes de femmes. Tous les groupes des secteurs de l'emploi, de l'équité et de la santé ainsi que 80% des centres de femmes ont une adresse électronique. NetFemmes répertorie près de 700 groupes de femmes du Québec, du Canada et de la francophonie mondiale dans sa section Cartographie des groupes. Ce répertoire vise à renforcer et à faciliter le réseautage entre les groupes. La même année, le CDÉACF coordonne la publication du livre : *Femmes et médias à travers le monde pour le changement social*. Cette publication internationale, publiée en français, en anglais et en espagnol, présente un tour du monde des réalisations des femmes dans le domaine des médias. Accessible sur Internet et en librairie, il présente les progrès accomplis au cours des dernières années et souligne les obstacles auxquels se heurtent les femmes pour produire une information équilibrée et représentative.

C'est aussi en 2001 que le projet *FADAFEM : Formation à distance à l'intention des groupes de femmes* débute. Réalisé en collaboration avec des regroupements nationaux et l'UQAM, FADAFEM travaille à la conception d'outils pédagogiques accessibles en ligne.

En **2002**, le CDÉACF se ressource auprès des femmes du Québec et du monde. Il organise un atelier de réflexion et crée : CIFINE, le Comité Interrégional Femmes et Internet pour l'Égalité. Il crée une nouvelle liste de discussion « PoliTIC » et une nouvelle section sur le site qui informe les femmes sur les enjeux citoyens des TIC.

En **2003**, le CDÉACF met en ligne une bibliothèque virtuelle unique en son genre : la Bibliothèque virtuelle du patrimoine documentaire communautaire francophone. La première collection documentaire du mouvement féministe entièrement numérisée : la Collection F.

En **2004**, le Bulletin NetFemmes apparaît. Publié deux fois par mois, il diffuse des informations sur les actualités, les événements et les mobilisations du mouvement des femmes au Québec et ailleurs. Idéal pour connaître la documentation et les ressources en ligne, le Bulletin NetFemmes est acheminé par courriel à quelque 1200 abonnées.

En **2005**, le CDÉACF entame une enquête sur les besoins et les pratiques informationnelles des groupes de femmes. Cette recherche-action est entreprise en collaboration avec une professeure de l'UQAM et favorise la création d'un espace permanent d'expression et d'un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation pour répondre aux besoins spécifiques des groupes de femmes.